



Lancement des Assises pour une ville écologique Débat Public

1^{er} décembre 2008 – Théâtre de l'Avant-Seine

Le débat débute après le passage du film d'«Hier à demain», résumant le diagnostic territorial effectué par la ville de Colombes (à voir sur le blog : www.agenda21.colombes.fr)

Dominique Voynet	Ancienne ministre de l'Environnement, sénatrice et maire de Montreuil
Philippe Sarre Marie-Pierre Digard	Maire de Colombes, conseiller général des Hauts-de-Seine Conseillère régionale d'Île-de-France, Présidente de l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies (Arene)
Patrick Chaimovitch	Adjoint au maire de Colombes, délégué à l'urbanisme et à l'aménagement
Alexis Bachelay	Adjoint au maire de Colombes, délégué au développement durable, aux transports et au stationnement
Catherine Bernard	Adjointe au maire de Colombes, déléguée à l'environnement et à la maîtrise des énergies
Jean-Marie Pelt	Président de l'institut européen d'écologie

*Journaliste animateur : **Stéphane Bugat***

Philippe Sarre

C'est une soirée importante puisqu'elle marque le démarrage des Assises pour le développement durable. Je voudrais vous remercier, vous, les Colombiens, de vous être déplacés aussi nombreux. Je veux remercier les présidents d'associations, les responsables d'entreprises, qui auront la parole tout à l'heure et qui pourront s'exprimer et intervenir sur ces questions. Je voudrais remercier également les élus. J'ai aperçu Madame Fourcade représentant le conseil général, Madame Goueta, vice-présidente du conseil général, les élus de Colombes. J'ai également vu des élus de Bois-Colombes et d'Asnières que je remercie d'être présents ce soir. Je vous remercie tous d'être venus. Et je souhaite que cette soirée soit bénéfique pour la ville, mais bénéfique aussi pour chacun d'entre nous, pour qu'on s'empare encore mieux de cette question.

Pour nous y aider, on aura un débat, des échanges. Et également un animateur à qui je cèderai la place tout à l'heure, parce que je ne vais pas animer toute cette soirée, même si j'aurai l'occasion de réintervenir.

Cette soirée va débiter par un petit film, qui n'est pas un film de propagande, qui n'est pas un film qui dit que tout va bien, qui est simplement un très modeste constat de ce qu'est Colombes aujourd'hui et qui est en fait le condensé du diagnostic qu'on est en train de mettre en place par rapport au travail mené sur l'Agenda 21 et sur sa préparation.

Il y aura des interventions d'associations, d'entreprises, mais également des interventions de spécialistes. Dominique Voynet, que nous avons attendue parce qu'elle vient de très loin et que ce soir, ça roule très mal, est parmi nous, et je suis ravi de pouvoir commencer en sa présence. C'est bien sûr l'une de nos invités d'honneur, mais il y en a d'autres : des experts qui interviendront et qui nourriront le débat. Merci à tous d'être là, bonne soirée, bons échanges et bon débat. À tout à l'heure.

Stéphane Bugat

Monsieur le Maire, on va avec vous essayer d'en dire un peu plus sur le propos que vous avez esquissé tout à l'heure. Pourquoi nous sommes là ce soir ? Mais je vais commencer par présenter les trois grands témoins qui vont nous accompagner tout au long en cette soirée, à qui on a demandé d'avoir la gentillesse d'avoir un propos libre. Leur rôle est d'intervenir quand bon leur semblera au cours de nos échanges, de réagir, de commenter, de faire des propositions éventuellement.

Je vais leur demander, à chaud, une première réaction.

Je présente Marie-Pierre Digard. Vous êtes conseillère régionale d'Ile-de-France, première adjointe au maire d'Orsay. Vous représentez aussi une commune du sud de l'Ile-de-France, mais au fond, peut-être que vous allez retrouver dans ce film des préoccupations que vous partagez. Et vous êtes présidente de l'Arene, qui est l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies. C'est une agence qui dépend du conseil régional et qui est un partenaire important des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de ces politiques de développement durable.

Monsieur Pelt. Pour vous présenter, ça risque d'être un peu long parce qu'on vous connaît bien. J'ai fait des recherches sur votre CV, mais c'est très long. Comment vous présenter ? Vous êtes professeur de biologie végétale et de cryptogamie à l'origine. Vous êtes pharmacologue. Vous êtes un scientifique et vous avez de nombreuses responsabilités aujourd'hui, en particulier, vous êtes président de l'Institut européen d'écologie. Sur quoi faut-il insister, que j'ai oublié ?

Jean-Marie Pelt

L'institut urbain d'écologie est une création que nous avons mise en œuvre à Metz en 1971, quand on parlait très peu d'écologie et que nous avons été élus à la mairie. J'étais premier adjoint de Jean-Marie Rausch. J'ai fait deux mandats en tant que premier adjoint et nous avons créé ce concept d'écologie urbaine qui n'existait pas encore, le concept d'Agenda 21 n'existait pas, le concept de développement durable n'existait pas, le concept de biodiversité n'existait pas. Nous avons creusé les premiers sillons de l'écologie, mais c'était vraiment l'engagement fort de la ville à cette époque.

Stéphane Bugat

On va y revenir tout à l'heure. Dominique Voynet, dois-je rappeler que vous avez été ministre de l'Environnement, mais qu'aujourd'hui, vous êtes maire de Montreuil. En tant qu'ancien ministre et maire de Montreuil, quand vous voyez ce film, qu'est-ce que ça vous inspire à chaud comme première réaction ?

Dominique Voynet

Vous voulez que je vous dise la vérité ?

Stéphane Bugat

Je ne suis pas contre, mais si vous pensez que la vérité va faire sortir tout le monde de la salle, mettez des formes.

Dominique Voynet

Quand je vois ce film, je me dis qu'on n'a rien fait en dix ans. Ou plutôt que pendant des années, on a été extrêmement patient. On s'est dit : il faut expliquer, il faut convaincre, il faut

parier sur la bonne foi des gens, ils ne savent pas, ils ne sont pas convaincus qu'on puisse faire autrement. Pendant très longtemps, on s'est contenté d'actions symboliques, d'actions marginales, d'actions qui ne changeaient pas la donne. Et dix ans plus tard, on se retrouve à peu près au même point. On se rend compte que la prise de conscience a eu lieu, que chacun sait qu'il va falloir changer de modèle de développement, et qu'on ne sait toujours pas vraiment par quel bout empoigner les choses. Je me dis que décidément, on a été bien mauvais, bien peu convaincant si on n'a pas su utiliser les dix années qui viennent de s'écouler pour faire des choses qui changeaient la donne au profit de nos concitoyens.

Stéphane Bugat

On va avoir beaucoup de choses à se dire ce soir, si on commence comme ça.

Dominique Voynet

Oui, mais je ne suis pas là uniquement pour faire plaisir, mais pour dire que le moment des diagnostics, des études, des grands travaux d'esthètes en chambre est fini. Le moment de l'action est venu. La seule chose qui m'intéresse maintenant, c'est qu'on passe à l'action en vraie grandeur.

Stéphane Bugat

Jean-Marie Pelt, même question : votre réaction sur le film.

Jean-Marie Pelt

Ma réaction, c'est que je suis devant une salle de 500 personnes, ce qui ne m'est jamais arrivé. Souvent dans des conférences, mais jamais dans ce type de manifestation où une collectivité territoriale invite les gens à débattre sur ces questions. D'habitude, il y a des auditoriums clairsemés parce que jusqu'à il y a deux-trois ans, la prise de conscience de ces questions était relativement encore limitée. Il y a un changement de mentalité considérable depuis trois-quatre ans. Il y a maintenant une conviction qui s'est répandue dans les opinions qu'il faut en effet passer aux actes. Et Dominique a tout à fait raison de le souligner. Et votre présence aussi nombreuse prouve à l'évidence qu'on en est aujourd'hui conscient. De ce point de vue, je pense que nous sommes maintenant dans les starting blocs et que nous allons devoir taper fort et vite parce qu'il faut aller vite. On me pose souvent la question : est-ce qu'il est déjà trop tard ? Je réponds toujours : il est très tard, pour le réchauffement climatique, il est très très tard, je pense qu'il n'est pas encore trop tard, mais nous n'avons plus de temps à perdre. Et nous devons maintenant taper très fort.

Stéphane Bugat

Merci. Marie-Pierre Digard, même question.

Marie-Pierre Digard

J'irais d'abord dans le sens de Dominique. L'Arene est un organisme qui existe depuis quinze ans. Et on suit trente Agenda 21 en Ile-de-France. Ça fait vraiment très peu. Ce sont des démarches intéressantes. Dans les deux tiers, toute l'équipe, qu'elle soit municipale, administrative et bien sûr citoyenne, est impliquée. Depuis mars 2008, on voit arriver à l'Arene des élus qui ont inscrit dans leur programme le mot développement durable bien sûr, mais d'autres termes. Ils viennent nous voir et nous demandent : qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est pour ça que je modérerai un peu plus les propos. Je pense qu'effectivement, c'est l'extérieur, c'est la poussée, c'est l'actualité, c'est le Giec, différentes choses que vous connaissez tout aussi bien que moi qui poussent. Mais je pense qu'il y a une vraie réalité. Ce qui manque maintenant, c'est la formation, l'information. Je dis toujours : le prochain profil qu'on va embaucher à l'Arene, ce sont des sociologues, parce qu'on sait faire, il y a plein de villes, plein de pays qui nous ont montré qu'on pouvait faire. Et particulièrement en Ile-de-France, qui est un énorme paquebot, avant de pouvoir virer, il faut s'y prendre des années avant. Mais on a maintenant tout ce qu'il faut pour pouvoir faire. Et maintenant, il faut la volonté politique et la persuasion.

Stéphane Bugat

Merci. Monsieur le maire, on attaque fort cette soirée. On va parler de Colombes plus précisément. Quand on regarde le film, j'avais une réaction, étant béotien en ces matières, un peu opposée. J'avais le sentiment que tout était beau, quand on regardait le film et le diagnostic. Le film a une volonté d'être exhaustif, mais en même temps, il passe assez vite sur les choses. On a bien compris que pour vous, ce soir, c'est un moment important.

Philippe Sarre

Comme tout bon journaliste, vous posez trois questions en une. Je vais essayer de répondre aux trois. La première question, c'est pourquoi on est réuni ici ce soir. Si vous permettez, je vais essayer de répondre à cette question parce qu'elle est importante. Ce matin, comme beaucoup d'entre vous, j'ai écouté les informations sur ma radio et j'ai entendu quatre informations successives. La première, c'était que les bénéficiaires de la loi Dalo pouvaient à partir d'aujourd'hui commencer à intenter des procès et à faire valoir leur droit devant les tribunaux. Ce qui prouve quand même l'état du logement social et les problèmes cruciaux que ce sujet pose aujourd'hui à nos concitoyens. Deuxième information : les 20 ans du RMI, avec le passage au RSA maintenant, dont les chiffres des bénéficiaires n'ont cessé de croître au cours de ces vingt dernières années. Troisième information : l'ouverture de la saison des Restaurants du cœur. Trois informations à la suite qui prouvent que nous avons collectivement, au-delà des formations politiques, au-delà des spécialistes, à nous emparer dans les années à venir, d'une question fondamentale, cruciale, une question civilisationnelle : quel monde voulons-nous pour demain et quelle est la place de l'homme dans ce monde ? La quatrième information que j'ai entendue concernait directement le développement durable, plus particulièrement les questions climatiques puisqu'il s'agissait de faire état de la Conférence internationale de Poznan en Pologne, qui va, si elle se déroule directement, préfigurer l'après-Kyoto, ce qui n'est pas gagné. Quand on entend quatre titres comme ça le matin, on voit bien qu'on n'est pas hors sujet en faisant la réunion de ce soir. Si effectivement Jean-Marie Pelt se réjouissait d'une présence nombreuse, moi aussi je m'en réjouis parce que c'est tous ensemble qu'on relèvera ces défis. Je voudrais dire que ces défis ne sont pas limités aux questions strictes de l'environnement ou du climat. Ce sont des questions fondamentales, importantes, mais quand je reliais tout à l'heure l'ensemble des questions sociales, c'est que je crois qu'aujourd'hui, le déficit devant lequel on est, les difficultés devant lesquelles nous sommes, se résoudront à travers une approche globale. Cette approche globale, quasi philosophique, de la place de l'homme dans le monde de demain peut être résolue par une démarche très volontaire en matière de développement durable. Voilà un peu comment je souhaite engager le débat. Réduire le développement durable uniquement à ses aspects climatiques, qui sont fort importants, serait, me semble-t-il, une démarche par trop réductrice. Je crois qu'il faut y englober, et c'est ce que font les Agenda 21, les questions sociales, les questions de démocratie. Et si vous permettez, un mot : cette approche n'est pas pour moi nouvelle, ni pour mon équipe municipale, puisque ceux qui sont dans la salle le savent, nous avons fondé notre programme municipal sur un triptyque. Et ce triptyque était : solidarité, démocratie, écologie. Pourquoi ici ce soir ? Pour qu'ensemble, on commence à lancer une opération qui soit une opération durable, elle aussi, parce que ces Assises ne sont pas une fin, c'est un début, qui permettra je l'espère, tous ensemble, d'avancer sur ce chemin de la réconciliation de l'homme avec son environnement, au sens large du terme.

Stéphane Bugat

Essayons d'approfondir. On voit bien votre détermination, mais on est encore dans l'exposé des motifs, si je peux me permettre. On a bien vu aussi qu'on touche à des questions planétaires. D'ailleurs, votre film commence par une vue très claire de la planète. Et là, nous sommes à Colombes. Comment concrètement et quelle est votre ambition pour que les choses bougent ? Qu'est-ce qui peut réellement bouger à l'échelle d'une commune comme la vôtre ? Est-ce que les comportements de chacun des habitants peut évoluer ? Comment vous envisagez les choses et quelles sont vos échéances ?

Philippe Sarre

Dominique Voynet avait raison, même si sa première intervention a pu paraître un peu provocatrice. Je crois qu'elle avait tout à fait raison, elle posait très bien le problème. On a

attendu, peut-être trop longtemps et peut-être déjà certains disent qu'il est trop tard. Pourquoi à Colombes ? Pour que sur notre territoire, nous dégagions une politique cohérente, claire, construite, permettant de répondre aux questions que j'ai évoquées tout à l'heure, qui même si elles avaient un caractère planétaire, me semblent devoir être posées parce que c'est le cadre national et international aussi qui fera évoluer l'ensemble de ces questions.

À Colombes, j'ai coutume de dire qu'on ne part pas de rien. Il y a une équipe municipale nouvelle qui s'est installée en mars dernier. Je l'ai dit pendant la campagne : il n'est pas besoin pour construire un avenir de renier le passé de la ville, quelles que soient les équipes politiques qui se sont succédées. Je rends hommage d'ailleurs à toutes parce que toutes ont fait des efforts, avec leur conviction, pour construire notre ville et construire ce qu'elle est aujourd'hui.

Le film est un film un peu complaisant peut-être. On n'a pas choisi de vous faire un film noir vous montrant toutes les difficultés de Colombes. Bien sûr, ce n'était pas l'objet. L'objet, c'était de repositionner les éléments du diagnostic territorial que nous avons fait. Ce diagnostic est un élément, une marche importante pour aboutir à l'Agenda 21. C'est une étape indispensable. On a reposé ce diagnostic et maintenant, nous entrons dans la démarche de construction de l'Agenda 21. Mais pour ce qui concerne la nouvelle équipe en place, nous n'avons pas attendu que l'Agenda 21 se mette en place, que toutes les fiches-actions soient lancées. Nous avons déjà, parce que nous pensons que la détermination, le volontarisme sont importants, engagé un certain nombre d'actions. Bien sûr, celles de la mise en place de ces Assises et de l'Agenda 21. Mais aussi nous avons commencé à regarder notre journal municipal, et dans sa nouvelle formule, nous avons intégré des éléments de développement durable. La nouvelle formule qui a vu le jour de notre nouveau journal Mosaïque de Colombes, économise par rapport à l'ancien 72 tonnes de papier à l'année. Bref, partout où nous le pourrons, sur des sujets bien sûr plus importants, en particulier dans le domaine de l'habitat, des transports, mais dans la façon dont vivent les services municipaux, puisque nous avons fait un bilan carbone, nous engageons un bilan carbone dans notre ville, qui va nous permettre de diagnostiquer précisément la consommation de l'ensemble de nos bâtiments municipaux et de nos édifices du logement social... À partir de là, nous construirons un socle d'actions, ce sera l'Agenda 21. Donc, beaucoup de détermination, déjà quelques actions lancées et vous l'aurez compris, un certain volontarisme pour répondre à la préoccupation de Dominique de traduire enfin en actes certaines réflexions qui remontent à longtemps. Dominique aurait pu remonter bien loin dans l'histoire, puisque j'ai le souvenir, ayant le bénéfice d'être de cette génération, d'avoir vu naître l'écologie politique, de façon forte, avec en particulier nos grands aînés, René Dumont. Certains ici s'en souviennent très bien. Depuis, lorsqu'on regarde la façon dont il posait les questions et les enjeux, et ce n'était pas seulement des enjeux climatiques, c'étaient des enjeux qui touchaient au fonctionnement de la société dans son ensemble, beaucoup de choses sont très modernes dans son discours.

Stéphane Bugat

Monsieur le maire, pendant cette soirée, on va entendre beaucoup d'acteurs de votre ville, qui vont nous raconter très concrètement ce qu'ils font. On va donner la parole aux Colombiens qui sont là, qui vont pouvoir réagir, poser des questions, commenter... Mais si vous le voulez bien, j'ai envie de demander à nos trois grands témoins qui viennent de vous entendre s'ils auraient un conseil, une recommandation vous donner, compte tenu de leurs propres expériences.

Jean-Marie Pelt

En matière de développement durable, il n'y a pas de secret. C'est un concept à la mode. Il se vend très bien. La communication en a fait son affaire et tout le monde fait du développement durable. Je vois apparaître comme les champignons au mois de septembre d'innombrables consultants experts, spécialistes en matière de développement durable.

Stéphane Bugat

Ça crée des emplois, c'est très bien.

Jean-Marie Pelt

Ça crée beaucoup d'emplois qui sollicitent les municipalités pour qu'on les utilise pour fabriquer les Agenda 21, etc.

En réalité, ce que j'ai surtout vu, c'est que ça marche quand il y a des équipes convaincues. Tout me laisse penser que c'est le cas ici. Le peu que j'ai entendu me laisse tout à fait croire qu'il y a chez vous, Monsieur le maire, et dans votre équipe, une volonté forte. Quand il y a une volonté forte, vous allez réussir à transformer votre ville dans cette direction. Quant aux volontés faibles, ce sont les innombrables rapports en matière de développement durable que sont sommés de faire, de par la loi, les organismes, les administrations, les entreprises bien sûr. Et quand je vois arriver sur mon bureau tous les jours des rapports en matière de développement durable, quand ils sont sur papier glacé, quand les interlignes sont longs comme ça, quand je lis les mêmes phrases venant des mêmes cabinets qui disent tous la même chose, excusez-moi, poubelle. Tout de suite poubelle.

Stéphane Bugat

Vous conseillez déjà à Monsieur le maire de faire des économies d'études.

Jean-Marie Pelt

Je considère que Monsieur le maire serait sage de mettre pas mal de papiers qui lui arrivent en ces thèmes à la poubelle. Et que c'est de ce moteur des élus et de la population que doit partir et aboutir le projet. Et je ressens que c'est ce qui se passe chez vous. Et c'est bien que ce soit comme ça chez vous.

Marie-Pierre Digard

Je rebondirai sur ce que vient de dire Jean-Marie. Je suis venue et j'ai vu une population multiculturelle, une ville avec différentes facettes. Ce que je vous conseillerai, c'est de vous appuyer sur cette population qui possède une richesse sûrement, qui vient de différents endroits et de différents lieux de la terre, de ce que j'en ai vu. J'ai trouvé ça très agréable, notamment d'être accueilli par les percussions brésiliennes. Votre démarche sera d'autant plus partagée et d'autant plus riche qu'elle reflètera la diversité de votre population et la richesse qu'elle contient.

Stéphane Bugat

Dominique Voynet, entre communes de l'est et de l'ouest parisien, on est solidaire quand même?

Dominique Voynet

J'ai envie de retenir plusieurs choses du débat. D'abord pour dire que j'ai été volontairement provocatrice tout à l'heure pour vous dire : c'est l'heure, c'est vraiment le moment de passer à l'action. Ne nous contentons pas d'expérimentations, de gestes symboliques, de petites choses pour nous donner bonne conscience. On sait ce qu'il y a à faire, comme l'a dit Marie-Pierre tout à l'heure. On est au-delà de l'expérimentation. Ce qui est intéressant, c'est que ce qu'on peut et ce qu'on doit faire, c'est en même temps ce qui est le plus intéressant pour faire reculer les inégalités, pour créer des emplois et pour changer la donne sociale. L'écologie qui serait juste un luxe réservé à une petite catégorie de la population ne nous intéresse pas. L'écologie sociale, l'écologie populaire, l'écologie qui permet justement de mobiliser toute une société, ça nous intéresse. Et c'est ce que le maire de Colombes vient de rappeler.

Je suis venue ici avec un document qui va peut-être vous amuser, que je vais laisser à Philippe Kaufman. C'est écrit tout petit, corps 9, dans un caractère pas facile à lire. C'est le Congrès des notaires de France cette année, qui s'est penché sur "Le développement durable, un défi pour le droit". Il y a 922 pages de : voilà comment on va faire le développement durable. Je le donne à Philippe. Il y a aussi le document des évêques de France sur le développement durable. Et le document de la Ligue des droits de l'homme qui dit que le développement durable, c'est la nouvelle frontière des droits humains... En même temps, il n'y a vraiment plus que le dernier des ringards qui ne s'occupera plus de ça. Et pourtant, on ne passe pas à l'acte. Pourquoi ? On sait ce qu'il faut faire. On sait qu'on doit articuler à la fois un changement des comportements individuels et un changement des règles du jeu au niveau public. Et on ne le fait pas. Marie-Pierre a raison de dire : la prochaine personne qu'on embauche à l'Arene, ce sera un sociologue. Parce que quelles sont les résistances au changement ? Pourquoi on ne fait pas ce qu'on sait devoir faire ? Pourquoi est-ce qu'on ne le fait pas maintenant, alors qu'on sait que ce sera moins

douloureux, moins coûteux, plus riche en emploi, plus intéressant, plus efficace si on le fait maintenant, plutôt que dans vingt ans, poussés par la nécessité. Je voudrais qu'on se dise : voilà ce sur quoi on est d'accord aujourd'hui, voilà par quoi on commence, et on fera preuve de la ténacité, de la continuité dans l'effort, de la capacité à se mobiliser tous ensemble pour que ça marche. Parce qu'on n'a pas le choix. Le monde dans lequel on va vivre dans vingt ans sera très différent de celui d'aujourd'hui. Donc, soit on subit, soit on se prépare. Et si on est malin, on se prépare. C'est le message que j'avais envie de donner ce soir. Chacun a l'impression qu'il a des marges de manœuvre qu'il n'utilise pas assez. Et chacun a l'impression qu'il y a des choses qu'il subit sur lesquelles il n'a pas de marge. Tous ensemble, il faut qu'on se redonne des marges. C'est l'enjeu.

Stéphane Bugat

Merci.

Ce soir, nous allons entendre le témoignage de différents acteurs, de représentants d'entreprises, d'associations, d'institutions. On va commencer, Monsieur le maire, avec trois de vos adjoints, qui vont nous rejoindre à la tribune. Madame Catherine Bernard, Monsieur Bachelay et Monsieur Chaimovitch.

Alexis Bachelay, vous êtes maire adjoint en charge du développement durable, des transports et du stationnement. On va essayer d'être concret et on engagera le débat sur les questions que les personnes présentes voudront poser. Avec vous, on va parler d'un aspect très précis, qui est la mise en œuvre du bilan carbone. De quoi s'agit-il et pourquoi, comment ça se passe ?

Alexis Bachelay

Bonsoir à tous. Monsieur le maire a légèrement évoqué le sujet du bilan carbone dans les actions pilotes que nous avons décidé de mener dès notre arrivée au mois de mars. Le bilan carbone, c'est l'idée que la ville doit être exemplaire. Est-ce que la ville est oui ou non exemplaire dans son fonctionnement et dans la gestion de ses services et de son patrimoine ? La réponse est clairement non. Elle ne l'est pas, comme beaucoup d'autres communes, d'ailleurs. Notre volonté, si on veut impulser le changement sur un territoire comme Colombes, c'est d'abord en montrant l'exemple et en impulsant des choses à travers les politiques publiques locales. On a aujourd'hui 150 000 m² de bâtiments communaux : administratif, culturel (celui-ci), la MJC. Ce sont des surfaces extrêmement importantes. Le bilan carbone est un outil qui va nous aider à analyser les sources d'émission des gaz à effet de serre. Chacun le sait, les gaz à effet de serre existent dans la nature. Ce qui pose problème aujourd'hui, ce sont les gaz à effet de serre produits par l'activité humaine, notamment toutes les activités économiques comme le transport. Nous voulons nous inscrire clairement dans le facteur 4. Qu'est-ce que le facteur 4 ? Au niveau du plan national, c'est la division par 4 à l'horizon 2050 de ces émissions de gaz à effet de serre liés aux activités humaines. On a décidé de s'emparer clairement du sujet. Ça a été dit par Marie-Pierre Digard tout à l'heure. Quel est le premier problème auquel on est confronté en tant que décideur local quand on veut justement agir sur le patrimoine de notre ville ? On n'a pas d'indicateurs, on est démuné. On arrive à Colombes au mois de mars, il n'y a pas encore de diagnostic territorial, il n'y a pas de bilan carbone. Donc, on ne sait pas par quoi commencer, comment agir. Le bilan carbone va nous donner un tas d'indicateurs précis sur l'ensemble de notre patrimoine, dans un premier temps, puis sur l'ensemble des activités humaines du territoire. Il va nous dire ce qui émet le plus de gaz à effet de serre et quels sont les problèmes auxquels il faut s'attaquer en priorité.

Stéphane Bugat

C'est un outil technique très compliqué ou c'est quelque chose de lisible par le commun des mortels ?

Alexis Bachelay

C'est un outil technique qui a été mis au point par l'AdEME, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. C'est un outil qui s'est amélioré au fil du temps et qui est un outil sur lequel nous pourrions débattre avec la population. C'est un outil que nous pourrions mettre au débat. Nous pourrions mettre les résultats du bilan carbone et montrer aux habitants, dans la plus grande transparence, les problèmes auxquels nous avons à faire face ; et surtout, cela va

nous aider à construire des réponses et à mettre très rapidement en œuvre une première série d'actions pour réduire ces gaz à effet de serre.

Stéphane Bugat

Là encore, on est dans la logique du diagnostic, mais le diagnostic évolutif, j'imagine. Ce bilan carbone restera permanent et vous verrez comment les choses évoluent ?

Alexis Bachelay

En fait, on aura un outil qui nous appartiendra. Il y aura un transfert de technologie qui fera que nous pourrons ensuite continuer à mesurer au fil du temps les évolutions, y compris nous pourrons mesurer l'impact des politiques que nous mènerons. Nous souhaitons évidemment qu'elles réussissent, mais si ça ne réussit pas, si nous échouons à atteindre certains objectifs, nous devons l'assumer aussi et en tirer les conséquences. Et réévaluer nos politiques.

Stéphane Bugat

C'est pour quand, ce bilan carbone ?

Alexis Bachelay

Il vient de démarrer il y a quelques semaines. Aujourd'hui, il y a à peu près six mois de travail entre le bureau d'étude qui nous accompagne, les services de la ville, pour récupérer l'ensemble des données auprès de tous les services, et dans un second temps, auprès de l'ensemble des acteurs du territoire. Et d'ici quelques mois, 4-5 mois, nous aurons pour le patrimoine communal, pour les 150 000 m² d'équipement et de bâtiment dont j'ai parlé, une radiographie assez précise de quels sont nos postes d'émission et où nous devons agir avec l'ensemble de mes collègues. C'est vraiment l'ensemble de l'équipe municipale qui sera concernée. Est-ce que c'est plutôt sur les écoles, les crèches, les bureaux, les équipements culturels, etc. ? Nous aurons vraiment des informations de première importance pour agir rapidement.

Stéphane Bugat

Merci.

Catherine Bernard, vous êtes maire adjoint en charge de l'environnement et de la maîtrise des énergies. Vous avez déjà gagné, puisque Colombes est lauréate du Grand prix de l'environnement. C'est bien d'avoir des prix, mais ça ne suffit pas. Qu'est-ce que c'est que ce grand prix de l'environnement ?

Catherine Bernard

J'ai eu la chance, en tant qu'élue écologiste, convaincue qu'on avait perdu beaucoup de temps et au sein de ma délégation à l'environnement, de mettre rapidement en œuvre une politique. Ce qui nous a valu d'avoir trois prix le 18 novembre. Nous avons eu le Prix spécial du jury pour notre politique globale en matière d'environnement, gestion des déchets, des espaces verts, des ressources. Nous avons eu le 1^{er} Prix dans la catégorie Éducation à l'environnement, et c'est une vieille tradition à Colombes. Et nous avons eu le 2^e Prix dans la catégorie Préservation et mise en valeur des espaces verts.

Stéphane Bugat

Trois prix, vous n'avez plus rien à faire !

Catherine Bernard

Ces prix couronnaient ce qu'on a mis en place depuis qu'on est arrivé, à savoir la présence de six déchetteries mobiles sur la ville depuis septembre, la mise en place de la gestion différenciée dans le plus grand parc de la ville. La gestion différenciée, c'est un changement de gestion des espaces verts qui permet de limiter la perte de la biodiversité régionale, de limiter les interventions humaines en taille et en tonte, de limiter les arrosages – c'est précieux. On va voir arriver une collecte de déchets de soin pour les patients en auto-traitement. On a dans notre programme, et j'espère qu'on arrivera à le réaliser suffisamment vite, le projet d'une création

de déchetterie-ressourcerie pour limiter nos déchets incinérés, pour valoriser, réemployer et créer des emplois sur Colombes. Il y a encore beaucoup de boulot.

Stéphane Bugat

Ce sont des prix de l'environnement du département ?

Catherine Bernard.

Non, pas du département, des villes d'Ile-de-France.

Stéphane Bugat

Et alors, Dominique Voynet, à Montreuil, il y a eu combien de prix de l'environnement ,

Dominique Voynet

Je vous dis les choses, ne le prenez pas mal. Tout ce que vient de dire Catherine se fait à Montreuil depuis des années, et pourtant, on se considère comme très mauvais. Ce que je constate, c'est que vous avez une énorme marge de progression. Je vous le dis très gentiment. Depuis six mois à Montreuil, on a décidé par exemple qu'on utilisait zéro produit phytosanitaire. Ça ne va pas de soi, ça a l'air simple, mais quand on dit à des agents habitués à utiliser des produits toxiques : on le fait à la fois pour l'environnement et pour votre santé, et ça suppose qu'on revoie les habitudes de travail, qu'on vous équipe de matériels différents, qu'on revoit les rythmes d'entretien, de passage, etc., c'est un gros bouleversement pour les agents. Mais ce que je veux dire, c'est qu'on fait d'abord vite les choses faciles. Et après, les choses qui touchent au fond aux comportements et à l'articulation entre les comportements et les politiques publiques, ça demande vachement de temps. Exemple concret. Dans le film, on voit la collecte des déchets, et on nous dit : tout n'est pas parfait en matière de collecte des déchets, et on nous montre un véhicule électrique. On se dit : c'est pas mal, ils ont des véhicules électriques pour collecter les déchets. Sauf que ça fait à peu près vingt ans qu'on se dit que le nœud du problème, c'est la quantité de déchets qu'on produit et leur complexité croissante. Et la mise en place de circuits différenciés pour les déchets électriques et électroniques, pour les déchets agricoles, pour les déchets hospitaliers, etc. Il faut travailler du berceau à la tombe : du concepteur des produits à l'élimination des produits. On n'y arrivera pas tant qu'on ne demandera pas aux constructeurs automobiles de concevoir différemment leur planche de bord, la conception des sièges, etc., pour qu'on puisse déconstruire et récupérer matériau par matériau, les différents composants d'une voiture. Sinon, ça sera trop tentant de mettre en décharge tout ce qui serait trop complexe pour être recyclé. Donc, on voit bien que notre travail, c'est mettre en musique une grande diversité d'acteurs, certains qui vont agir uniquement en fonction de la réglementation, d'autres en fonction d'un signal prix – ils ne feront que si c'est intéressant pour eux économiquement –, d'autres le feront par responsabilité écologique et Catherine le fait à la fois par conviction et parce qu'elle a intérêt aussi à ce que le coût de traitement des déchets pèse moins lourd sur la bourse des habitants de Colombes, à la fois dans un souci environnemental et social, évidemment. Si on ne fait pas attention, dans la construction de mon budget 2009, qu'est-ce que je vois ? Il faut prévoir + 10 % pour les ordures ménagères. Comment ça ? Le syndicat de traitement des ordures ménagères a réévalué ses prix parce que le prix de l'énergie va augmenter et donc, ça va être horrible. En plus, on a + 6 % d'augmentation de volume des déchets, donc mécaniquement, ça augmente. Je me dis : est-ce qu'on est plus bête que les autres ? Est-ce que c'est une meilleure qualité de vie de payer pour nos déchets ? Ou est-ce qu'on dit aux habitants : on a une marge de manœuvre fantastique : on va faire autrement et on va limiter la casse sur ce terrain-là et retrouver des marges de manœuvre pour financer la fréquentation de la cantine des enfants de chômeurs, qui n'y avaient pas accès jusqu'à maintenant à Montreuil.

Stéphane Bugat

Patrick Chaimovitch, vous êtes maire adjoint en charge de l'urbanisme et de l'aménagement durable. Avec vous, on va parler éco-quartier. Dans beaucoup de villes, on parle d'éco-quartier. Ce n'est pas très clair, chacun a sa version, son idée de l'éco-quartier. Quand on dit éco-quartier à Colombes, qu'est-ce qu'on entend ?

Patrick Chaimovitch

C'est d'une simplicité extrême. Nous avons une grosse ZAC sur laquelle ont été construits les ateliers de la marine pendant plusieurs décennies, dont les bâtiments viennent d'être démolis. Le chantier est en cours d'achèvement, avec désamiantage, etc. Sur ces terrains-là, il a fallu régler une question urgente qui était la cession à la RATP d'un terrain qui doit servir aux ateliers de remisage et de réparation du tramway T2 qui va venir de La Défense au Pont de Bezons. C'était quand même une opération assez complexe, c'est réglé et la RATP va pouvoir réaliser ses installations parallèlement au chantier du T2 qui démarre en ce moment. Deuxième partie du terrain : construire dans des délais assez rapides – on vise un démarrage de chantier sur l'année 2010, donc un certain nombre d'études à faire en 2009 – pour réaliser environ 400-500 logements sur cet ensemble foncier qui se trouve dans les quartiers ouest de Colombes. Pas n'importe quels logements. Il y aura des espaces verts, bien sûr, des circulations douces, mais aussi avec une préoccupation d'alimentation de production énergétique qui limite, avec une autoconsommation des logements, avec des constructions qui seront en matériaux durables, et avec un aménagement qui sera lui-même profitable aux logements. C'est-à-dire ne pas renforcer l'ensemble des réseaux existants sur la ville, mais au contraire, essayer d'innover des manières de se chauffer. Par exemple s'alimenter en eau de manière à ce qu'il y ait le moins de consommation possible et que ça coûte le moins cher aux habitants. Avec une préoccupation, une volonté de mixité sociale – Philippe Sarre l'a exprimée – donc des nouveaux logements qui répondent aux besoins de l'ensemble des habitants dans ce quartier.

Stéphane Bugat

Mesdames et messieurs, nous allons entendre bientôt des représentants d'entreprises, d'associations, d'institutions, qui nous raconteront ce qu'ils font, leurs projets, leurs initiatives. Mais peut-être qu'après ce premier échange, certains d'entre vous souhaitent réagir, poser des questions.

Question du public

Je suis un particulier, Marc ???, je suis Francilien, des Hauts-de-Seine, mais pas de Colombes. On se connaît avec Philippe.

Je vais interpellier à l'avenir. Bien prendre les décisions, c'est bien respecter la démocratie. Quand on fera des décisions sur les questions de transport. Je suis en train de voir ma région, mes communes, mon département où on fait des avancées sur les transports. Mais lors de précédentes réunions à divers endroits, on sent, à travers nos représentants et nos responsables, qu'il y a plus de défenses sur les rails, comme le tramway, le métro, plutôt que sur les roues. Quand je vois ça, à travers ces choses-là, je vois qu'on pense plus aux gens qui sont les actifs, aux gens qui travaillent, qu'aux actifs qui sont les enfants, les sans emploi, les retraités. On les oublie un peu. Et j'ai une déception de la part de ce fameux conseil général qui oublie les retraités. Vous êtes sur la région, mais je dis qu'à l'avenir, on ne peut pas mettre des rails au pied de chaque habitation, au pied de chaque bâtiment. On demande à ce que les bus continuent. S'il faut mettre des bus moins pollués, ils seront moins pollués, mais il faudra qu'il y ait de la concertation respectée, ce qui n'a pas été le cas.

Question du public

Je suis Colombien, hygiéniste et spécialiste de la collectivité et de l'environnement, de l'être humain au travail. Je fais partie de commissions et de groupes de travail qui planchent là-dessus. C'est un domaine qui n'est pas très courant.

Tout à l'heure, Madame Voynet a dit qu'il y avait une tranche de la population qui a des difficultés à adhérer ou comprendre. Moi, je dirais qu'il y a une tranche de la population qui écoute le message écologique et qui ne le comprend pas. Pour eux, c'est inaudible parce qu'il y a un problème que je rencontre très souvent, un problème politique concernant l'écologie et les écologistes. À savoir qu'il y a une connotation gauche-extrême gauche concernant l'écologie, on ne peut pas le nier. L'écologie étant une science, elle ne devrait pas du tout être politique. Est-ce qu'il est concevable que dans le milieu de la santé, on puisse être politisé face à un patient ? L'écologie pour moi est aussi importante que la santé. Je m'y emploie depuis 35 ans, c'est mon métier, et je trouve que dans les communes, on ne fait pas suffisamment la parti démagogue...

Stéphane Bugat

On a bien compris le sens de votre message. Je traduis brièvement si vous m'y autorisez. À la fois le sujet est éminemment politique, mais il faut le dépolitiser au sens politicien. Il faut lui donner sa connotation pratique et technique pour que tout le monde puisse s'y retrouver.

Avec une mixité de pensée, ce qui n'est pas toujours vrai.

En préparant cette réunion, on se pose une question : est-ce que les gens vont parler ou pas ? Il y a deux scénarios. Soit on a un public qui n'est pas très participatif et il faut lancer les questions, soit on a un public – et c'est votre cas – qui intervient. Et on s'en félicite. Vous ne m'en voudrez pas de vous demander d'être le plus précis et le plus cursif possible dans vos interventions.

Question du public

J'ai une double question. La première est la suivante : est-ce que l'échelon territorial de la commune est l'échelon le plus pertinent pour agir en termes de développement durable ? Et la seconde : on est tous d'accord sur le diagnostic et pour dire qu'il faut agir rapidement, mais à mon sens, avant tout, l'écologie est affaire d'évolution des mentalités. Comment une commune peut faire pour agir pour faire évoluer rapidement ces mentalités pour entrer, comme disait Madame Voynet, dans l'action, dans l'opérationnel ?

Question du public

Maurice Lobry, premier adjoint de Colombes. J'ai en charge les finances.

J'ai entendu Dominique Voynet tout à l'heure et ça m'a beaucoup intéressé sur un point. Elle dit : les déchets, on nous annonce une augmentation de + 6 % chaque année sur l'ensemble de la mandature, ça fera énormément à la fin de la mandature. Tu as dit que tu avais été outrée, je peux l'entendre, on a aussi été outré. Concrètement, qu'est-ce que tu fais ? Parce que là, on est dans un débat, et j'aimerais bien que tu nous dises, parce que ça pourrait peut-être nous servir sur le plan local, comment tu fais, par rapport à ce qui est une proposition des syndicats intercommunaux qui gèrent nos ordures ménagères, pour te sortir de ces syndicats intercommunaux et des décisions qui sont prises à la majorité de ces syndicats ? Même si tu peux être en désaccord, mais après, comment tu fais ?

Question du public

Une petite réaction sur "on a rien fait pendant dix ans". Effectivement, on a été préoccupé, en tout cas à Colombes, il y a déjà très longtemps, et la ville a déjà été lauréate du Grand prix de l'environnement il y a plus de 10 ans. On avait développé aussi le vélo, avec les zones 30, le vélo à contresens. Il y avait réellement un côté volontariste. Il faut que chacun à son échelon, le citoyen, la ville, prenne en compte, sinon, on n'avancera pas. Mais je rejoins quand même un peu Madame Voynet. À partir de cette politique qui était quand même très volontariste, et avec Monsieur Laizé, on avait beaucoup travaillé sur le déplacement doux, vélo, traitement, tri sélectif, etc. Et malgré tout, ça n'a pas été assez vite. Il y avait une vraie volonté, l'équipe municipale était aussi très volontaire. Et malgré tout... Maintenant, je pense que la sociologie va entrer beaucoup...

Question du public

Thibaud Delore (?), de Colombes

J'ai trouvé intéressant comme réflexion de parler des entreprises, des services publics. Je pense que le problème en Ile-de-France, c'est la proximité entre le lieu d'habitation et le lieu de travail, le lieu d'habitation et le lieu de service public, le lieu d'habitation et le commerce. Ce que j'attendrais des entreprises de Colombes, c'est qu'elles favorisent, pourquoi pas, l'emploi de Colombiens. Après tout, si l'entreprise était à proximité du lieu d'habitation, ça serait intéressant comme thématique à développer parce que ça permettrait de limiter le déplacement, donc d'utiliser la voiture, peut-être d'aller au travail à pied, à vélo, tout simplement, utiliser des transports doux.

Question du public

J'habite Colombes vers la gare. Je fais partie du conseil syndical. On va faire un ravalement bientôt, la décision va être en janvier. On aura une décision à prendre : soit un ravalement simple, soit un ravalement isolation thermique. Bien sûr, j'ai milité pour le ravalement isolation thermique. Le problème, c'est que je fais partie de la classe moyenne, dont on parle beaucoup dans les médias. Je ne gagne trop pour avoir les aides, et pas assez pour payer l'isolation thermique. Je me demande ce qu'il faut faire. Quand on va proposer le ravalement, je suis quasiment sûr que le ravalement simple va être voté. Le problème, c'est que j'ai toqué à plusieurs portes et on m'a dit ce que je vous ai dit : je gagne trop... Il y a ce problème-là. La classe moyenne gagne trop et pas assez...

Stéphane Bugat

Merci.

J'observe qu'on voit bien l'immensité du spectre dans les questions qui sont posées. On a eu des questions de caractère très concret, comme la vôtre, qui a toute sa pertinence. Et des questions de caractère un peu philosophique. On voit bien, Monsieur le maire, toute la dimension des enjeux. Qui veut répondre, sur les différentes questions...

Philippe Sarre

D'abord, la question de la démocratie. Je crois beaucoup que la question du développement durable ne sera vraiment prise en compte que si on arrive à partager avec l'ensemble des acteurs de la ville les préoccupations et cette approche. Sans quoi, même le volontarisme politique dont parlait Jean-Marie Pelt, qui est indispensable, sera insuffisant. C'est bien pour ça qu'on a commencé à initier la réunion de ce soir, par vous parler, et on va continuer à aller parler aux gens, à discuter avec eux, et on va faire en sorte que les conseils de quartier, s'emparent de cette question. Et ils commencent à s'en emparer, sans difficulté. Ce n'est pas mal que les conseils de quartier discutent du trottoir qui est mal restauré, etc. C'est important, mais s'ils peuvent s'emparer de ces questions-là, c'est mieux encore. Je crois beaucoup que la démocratie locale a à voir avec la démarche développement durable.

Sur la question des aspects politiques, je rêve que certaines questions soient déconnectées, non pas d'une approche politique, c'est le moins qu'on puisse attendre, mais de débats politiques. Chiche ! J'y suis prêt. Je crois que depuis que nous sommes élus, j'ai ouvert toutes les instances possibles à l'opposition pour travailler avec elle, sans aucun problème. Encore faut-il que nous nous en saisissions tous et que nous acceptions de dépolitiser, ou plutôt de faire en sorte que certains débats – je pense à celui de la sécurité par exemple – ne deviennent pas des débats politiques. Ce sont des questions qui touchent tout le monde et qu'on doit aborder avec le plus de pragmatisme possible. Donc, chiche ! J'en suis en tous les cas tout à fait partisan et je partage votre idée qu'on ne peut pas être un clan contre un autre sur le plan politique pour régler ce type de question. Ça n'empêchera pas qu'on pourra avoir des approches différentes, mais si on veut régler les questions, il faut qu'on se mette ensemble.

Sur la question de l'échelon territorial, c'est une question importante qui a été posée. Je suis convaincu aujourd'hui que, pas seulement sur les questions de développement durable, mais en particulier ces questions-là doivent faire l'objet, au minimum, d'un travail en intercommunalité. C'est pourquoi d'ailleurs, avec mon équipe, dès notre arrivée, nous avons initié un travail avec nos communes voisines. Nous avons réuni la Garenne-Colombes, Bois-Colombes, Gennevilliers, Clichy, Asnières, Villeneuve-la-Garenne, Colombes, dans l'objectif de regarder ce qu'on pouvait faire ensemble. Parce que de la même manière que le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté à Strasbourg, les questions de transport, de bassin d'emploi, de développement durable dans le logement ne s'arrêtent pas à la frontière de la ville de Colombes. Je pense que ces questions doivent être traitées ensemble. Je suis convaincu de la nécessité d'un travail intercommunal sur ces questions.

Sur la question de la distance domicile-travail, c'est une question très importante. On l'a posée, et elle s'est posée, sur un cas bien précis, pas très loin de chez nous, à La Défense. Aujourd'hui, il y a des projets pour La Défense. On assiste à quoi ? Beaucoup de bureaux nouveaux construits. Et on s'aperçoit que déjà on est en déficit de logements dans la proche région de La Défense. Ce qui veut dire concrètement qu'on va repousser un certain nombre de personnes qui travaillent dans cette zone dans une plus lointaine périphérie. C'est une préoccupation

extraordinairement importante, au moment où on a des communes qui ont un foncier qui ne cesse d'augmenter – avec la crise, il va peut-être baisser, mais comme les moyens baisseront, le ratio restera le même – et avec des personnes de catégorie modeste qui ont du mal à se loger. Alors qu'on a besoin d'un grand nombre d'emplois au niveau des crèches, des écoles, des maisons de personnes âgées, on augmente la distance qui sépare les personnes qui prennent ces emplois des lieux dans lesquels elles exercent. Je crois qu'il y a une réflexion globale, et ça rejoint la question précédente : c'est bien à l'échelon du territoire, et plus seulement de la boucle nord, mais de l'ensemble de la région. Et d'ailleurs, le Sdrif, le Schéma directeur de la région Ile-de-France, a posé ces questions en demandant d'envisager une densification du territoire.

Stéphane Bugat

Marie-Pierre Digard, dont je rappelle que vous êtes conseillère régionale d'Ile-de-France, et non pas conseillère générale des Hauts-de-Seine.

Marie-Pierre Digard

Je rebondirais sur deux points. Quel est le meilleur échelon pour faire du développement durable. J'entends votre question. Je crois qu'il n'a pas d'échelon pertinent. Il faut le faire partout, à tous les niveaux. Ça commence de la commune jusqu'à l'intercommunalité, jusqu'à la région, et l'État aussi. Plus on en fera, plus tout le monde s'y mettra, mieux ce sera. Au niveau de la commune, il y a quelque chose qui est majeur : la commune doit le faire d'abord pour elle-même. Vous avez engagé votre bilan carbone et c'est très bien pour votre propre patrimoine. Mais il y a tout ce qu'il y a à faire aussi au niveau de votre administration, tout ce qu'il y a à faire au niveau des élus, tout ce qu'il y a à faire dans la façon de fonctionner, dans votre approche des domaines. Quand on veut mettre en place des politiques de développement durable, et c'est ce qui nous remonte le plus à l'Arène, dans les collectivités, on ne travaille plus en segments, mais en transversal. Il faut avoir une lisibilité de projet qui est sociale, économique, environnementale et culturelle, et non seulement segmentée. C'est assez nouveau et la collectivité elle-même doit s'emparer de ça. Ce n'est pas évident. Au niveau du conseil régional, quand vous avez une politique, un bleu logement par exemple, pour que ce bleu logement aille après en environnement, puis en économique, je peux vous dire que... Ça fait 4 ans et je crois qu'on n'y est toujours pas arrivé. Il y a un certain nombre d'outils d'aide qui existent, qui ont été mis en place par le conseil régional, parce qu'il y a des problèmes de financement. Pourquoi ? Par exemple, les problèmes de financement, c'est quelque chose que vous n'entendez pas du tout quand vous allez en Suède, en Allemagne. En Suède, ils construisent systématiquement des logements sociaux BBC, bâtiment basse consommation. Ils ne se posent même pas le problème du coût. Le problème du coût concernant la construction ou l'isolation, l'énergie, ce sont des problèmes qui sont typiquement très franciliens – même si je ne connais pas tous les pays européens. On a mis en place au conseil régional un certain nombre de politiques qui s'appellent Appel à projet nouveau quartier urbain, par exemple, Appel à projet bâtiment basse consommation. Et il y a des subventions à prendre, y compris pour les particuliers, pour que les politiques se mettent en place, pour que les gens le fassent. Je n'ai pas tellement votre problématique. Je l'ai comprise, mais je suis sûre qu'on peut vous aider et qu'il existe quelque part quelque chose.

Stéphane Bugat

Dominique Voynet, qu'est-ce que vous faites de l'augmentation de 10 % ?

Dominique Voynet

Je vais répondre sur les déchets, mais avant, la question qui m'a été posée est : est-ce que l'écologie, ça doit être politique, ou plutôt politicien ? Politicien, non, mais politique, oui. Est-ce qu'il y a un sujet plus éminemment et plus noblement politique que la question de savoir dans quel monde on veut vivre ? Quel est le choix de civilisation qu'on a à faire pour bien vivre ensemble ? Je souhaite que ce soit politique. Et vous avez donné, Monsieur, un excellent exemple avec la santé. En matière d'écologie comme en matière de santé, on a le choix entre plusieurs stratégies : se soigner, la relation au corps, ça peut être une expérience spirituelle ou ça peut être autre chose. Est-ce qu'on soigne des symptômes, des maladies ou est-ce qu'on agit

sur des conditions de vie, sur les facteurs d'environnement, sur les conditions de travail, pour être le plus souvent possible en bonne santé ? Est-ce qu'on fait un lien entre l'évolution de notre alimentation, la diffusion des antennes relais, l'usage banalisé des pesticides, la dégradation des conditions de travail et l'apparition de certaines pathologies, ou pas ? En matière d'écologie, c'est la même chose. Il y en a pour lesquels la relation à la nature, c'est une expérience existentielle et spirituelle. Il y en a d'autres pour lesquels c'est un problème de comportement individuel. Et il y en a pour lesquels c'est un problème de règles du jeu, de politiques publiques, de vivre ensemble. Je suis convaincue qu'on peut choisir dans quel monde on veut vivre. Si on veut vivre en paix à l'échelle de la planète avec nos semblables, il va falloir réduire nos consommations énergétiques, réduire notre empreinte écologique et changer notre comportement. Pour moi, c'est une question politique et je regrette que les principaux partis politiques français ne s'en soient pas emparés, comme ils auraient pu s'en emparer. Je regrette qu'au moment des congrès, ce ne soit pas l'enjeu. Je constate que dans les grands partis, ce n'est pas encore un enjeu suffisamment pris au sérieux.

Quand on est dans la gestion d'une ville, on se dit : pourquoi est-ce que ces questions ne sont pas comprises, ne sont pas entendues. J'ai deux hypothèses à proposer, et la première est la plus sérieuse : c'est probablement qu'une partie importante de la population considère qu'elle n'a pas le choix ; considère que ses difficultés de logement, de formation, d'emploi, d'accès à la santé, d'éducation, sont si importantes que faire attention à la planète en plus, ce n'est pas possible. Donc, tout mon travail dans une ville de 100 000 habitants, comme Montreuil, une ville pauvre dans un département pauvre, c'est de démontrer aux habitants de Montreuil que l'écologie, c'est certainement ce qui va leur permettre de vivre mieux demain. Et j'en viens à la question de savoir comment on peut réduire les factures liées aux déchets. Je ne peux rien faire sur les décisions prises dans le cadre du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères, qui considèrent que moins c'est cher, mieux c'est, et plus on traite, plus ça permet de faire baisser le coût de la tonne pour l'usager final. Par contre, je peux changer le rythme de collecte des déchets dans la ville. Aujourd'hui, on a trois collectes hebdomadaires et on collecte des poubelles aux deux tiers vides. Donc, on ne va plus collecter que deux fois et on réduira le passage des camions et les poubelles seront plus pleines. On va mettre en place un gros travail dans les quartiers avec les ambassadeurs du tri pour expliquer qu'on peut valoriser beaucoup mieux nos poubelles. On travaille avec les entreprises de la grande distribution pour leur dire : la loi ne vous impose-t-elle pas de reprendre à la fois les vieux appareils électroménagers et les emballages ? Etc. On l'organise avec eux. Et je voudrais aussi travailler avec tous ceux qui devraient être convaincus qu'une durabilité plus grande des appareils électroménagers, des appareils électroniques, c'est aussi du pouvoir d'achat en plus, du pouvoir de vie en plus. Il n'y a pas de fatalité à ce qu'un téléphone portable qui a trois mois soit considéré comme totalement ringard par nos adolescents. C'est un problème d'éducation, ça demandera du temps évidemment, mais c'est un des chantiers qu'on doit ouvrir si on ne veut pas être totalement ridicule. Et je voudrais dire ici que l'éducation à l'environnement, ce n'est pas fait que pour les ados ou pour les enfants. Je suis fatiguée de ces problèmes d'éducation à l'environnement, où on dit : ce sont nos gosses qui feront plus tard ce qu'on n'a pas su faire aujourd'hui, comme si pour nous, c'était foutu. Ce ne sont pas eux demain qui vont réparer les dégâts, c'est nous qui devons changer nos comportements.

Décision à prendre en matière d'environnement. Vous venez de dire, Monsieur : c'est compliqué pour moi d'isoler mon logement et de choisir le ravalement avec une isolation extérieure. À Montreuil, c'est impossible, c'est interdit par les règlements d'urbanisme. Il faut les changer parce que c'est impossible d'isoler par l'extérieur alors que c'est la solution la plus efficace du point de vue écologique. Mais surtout, il faut que les politiques publiques rendent possibles les choses les plus intéressantes pour l'environnement. À Montreuil, on a inauguré l'année dernière une piscine sur laquelle on a installé 400 m² de panneaux photovoltaïques. C'est débile. Pourquoi ? Parce qu'une piscine, son problème numéro 1, c'est de chauffer de l'air et de l'eau. Les panneaux photovoltaïques, c'est ruineux et ça produit de l'électricité, un peu, à grands frais. Si on avait installé sur ces 400 m² simplement des panneaux solaires thermiques, une simple couche de caoutchouc dans laquelle circule de l'eau, entretien = 0, coût de réalisation divisé par 10, et on chauffait l'eau de la piscine. Chaque fois, il faut faire attention. En matière d'écologie aussi, on peut faire des bêtises. Il faut faire ce qui est le moins coûteux, ce qui demande le moins d'entretien, ce qui est le plus riche en emploi, ce qui est le plus efficace pour la

population. Et franchement, si aujourd'hui, il y a une politique à conduire, c'est isoler vos bâtiments publics passoires et lancer un grand programme d'isolation des logements sociaux parce que c'est juste socialement et c'est efficace écologiquement. Pour que ce soit possible, il faut que le maire l'ait compris, que la région l'ait compris, que l'Ademe l'ait compris. Il y en a marre de financer des éléphants blancs. Il faut financer des trucs simples, robustes, efficaces, qui marchent, et depuis des siècles en général.

Stéphane Bugat

Un téléphone portable, c'est ringard au bout de trois mois ? Je suis ringardissime !

Dominique Voynet

Toutes les campagnes de com des opérateurs de téléphone visent à dire que si vous n'avez pas le dernier ouvre-boîte qui transforme votre téléphone en couteau suisse, vous êtes un nul. Un téléphone, c'est quand même fait pour téléphoner.

Stéphane Bugat

Merci Dominique Voynet. On va entendre des associations, des représentants d'institutions, mais on va commencer par les deux représentants d'entreprise qui sont parmi nous. Patrick de Noray et Martine Jannet . On va commencer par Martine Jannet. Vous êtes responsable des services généraux de la société Pepsico. Vous êtes installée à Colombes de fraîche date.

Intervention de Martine Jannet - Pepsi Co

Nous sommes à Colombes depuis le mois d'avril, dans le bâtiment magnifique, Défense Ouest, avec Tetra Pack, Arkema , EDF, Aone et UCB Pharma.

Stéphane Bugat

Tetra Pack, on en parlera dans un instant. À Colombes, vous avez 350 salariés je crois.

Martine Jeannet

On a 350 salariés sur 6 400 m² de bureaux.

Stéphane Bugat

Vous vous posez dans votre entreprise une question qui est au cœur des préoccupations qu'on évoque ce soir, qui est la mise en place du covoiturage. Quelle est votre idée ? Je crois que c'est quelque chose que vous allez démarrer. Quelles sont vos intentions et pourquoi vous êtes-vous posé cette question ?

Martine Jeannet

Ça a commencé par un partenariat avec la Maison des transports de Nanterre. Et au fur et à mesure des réunions avec les responsables des services généraux, mes collègues du site Défense Ouest, lors de la semaine de la mobilité, on a pensé qu'il serait bon de faire un petit questionnaire pour savoir qui serait intéressé pour être covoituré et pour organiser le covoiturage. On a fait un sondage qui a été assez sympathique puisque 30 % des personnes ont répondu, se sont intéressées, suite à un quiz, à un bilan de leur véhicule. Beaucoup sont intéressées par ce système. Maintenant, il faut le mettre en place. On attend qu'Aone arrive et on va certainement créer un site intranet assez facile pour que les gens puissent y mettre leur itinéraire, remplir ça facilement, de manière à ce qu'on ait un maximum de personnes intéressées.

Stéphane Bugat

Votre cas me semble intéressant puisque vous êtes une entreprise nouvellement implantée. Où sont les 350 personnes qui travaillent sur le site de Colombes ? Ils habitent loin ?

Martine Jeannet

Non, on a essayé de faire en sorte que... Nous étions sur Nanterre auparavant. Pratiquement l'ensemble du personnel était aux alentours de Nanterre, en proche banlieue. Suite à une fusion avec Lipton, qui était sur Rueil, la donne n'a pas été tellement changée. La majorité, 75 % des

gens se situent aux alentours du 92. Ça va jusqu'à Houille, Sartrouville. Bien sûr, il y a des gens qui sont beaucoup plus loin, mais 75 % des gens sont quand même aux alentours.

Stéphane Bugat

Ils sont majoritaires à utiliser leur voiture ou les transports en commun ?

Martine Jeannet

Il y a beaucoup de véhicules de société chez nous.

Stéphane Bugat

Comment ça va se passer ? Vous sentez qu'il y a une bonne réceptivité ?

Martine Jeannet

Oui, on a été étonné. Les gens sont vraiment intéressés. Après, il suffit de le mettre en place. Il suffit... ce n'est pas si évident que ça. On va peut-être commencer tout doucement et voir par la suite ce que ça peut donner. Mais sur 6 000 personnes, si déjà on arrive à fonctionner à 10 %, ce sera déjà une petite victoire.

Stéphane Bugat

On parle du site de Colombes, mais c'est une démarche qui va déborder largement.

Martine Jeannet

On mutualise.

Stéphane Bugat

Patrick de Noray, vous êtes directeur de l'environnement et des relations extérieurs de Tetra Pack. Tetra Pack est un peu moins connu, en tout cas par moi, que Pepsi co.

Intervention de Patrick de Noray – Tetra Pack

Tetra Pack, ce sont toutes les briques alimentaires, de lait et de jus de fruit notamment. J'en profite, avant de parler du sujet sur lequel vous m'attendez, pour dire à tous les Colombiens et toutes les Colombiennes de ne pas hésiter à trier les briques alimentaires. Sur le film, il y avait le tri avec le container à couvercle jaune. Surtout, mettez vos briques dans le container à couvercle jaune parce qu'elles seront toutes recyclées. On manque de briques alimentaires. Il y a 20 recycleurs en France qui attendent des briques alimentaires pour les recycler.

Stéphane Bugat

Voilà un message utile. Dans votre cas, vous avez une flotte de véhicules d'entreprise qui est importante. Et l'effort que vous allez porter, c'est sur la consommation de carburant de cette flotte de véhicules. Vous allez essayer de faire des économies. Comment vous allez vous y prendre ?

Patrick de Noray

On est un peu moins nombreux que la société Pepsi Cola puisqu'on est 200 personnes sur le site de Colombes, depuis un an, Défense Ouest. Nous avons 60 véhicules de société. C'est une petite action, mais si toutes les sociétés font une petite action, à la fin, ça fait des grands résultats. On a décidé de baisser les émissions de CO2 de nos véhicules, tout simplement en changeant de véhicule. Par exemple, les gens qui avaient droit dans la direction à des Citroën C8, on leur a proposé – et ils ont accepté – des grands C4 Picasso. On est passé de 195 g de CO2 au km à 150 g. On a changé nos 407 contre des Ford Focus ou des Ford CMax. Au total, en l'espace de 2 ans, on sera passé d'un peu plus de 150 g de CO2 au km par véhicule à un peu moins de 130 g. Ce n'est pas grand-chose, 20 g par véhicule, mais multipliés par 60 véhicules multipliés par 30 000 km dans l'année, puisque les véhicules sont pour les commerciaux et les techniciens qui font beaucoup de kilomètres, ça fait quand même plusieurs dizaines de tonnes de CO2 économisés dans l'année. C'est une action. On en a d'autres.

Stéphane Bugat

Merci pour votre témoignage. On va enchaîner pour vous donner un panorama un peu plus complet et pour lancer ensuite les échanges. Trois illustrations d'actions menées plutôt par des institutionnels. Madame Chandelier, vous représentez la SNCF. Monsieur Raphaël Russo. Madame Laurence Bories, vous êtes secrétaire générale du Medef 92 Nord. Vous avez publié un guide du développement durable à l'attention des entrepreneurs. C'est vraiment nouveau de la part d'une organisation patronale.

Intervention de Laurence Bories – Medef 92 Nord

Non. Depuis 1993, le Medef s'implique dans le développement durable. J'ai fait une recherche sur notre moteur de recherche et je suis remontée jusqu'à 1993, pour prouver que le Medef s'implique dans le développement durable.

Ce guide a été publié en 2007 et il a déjà été remis à jour en 2008. C'est un guide des bonnes pratiques en développement durable, à l'attention des entreprises, avec notamment un grand nombre d'exemples concrets d'entreprises. C'est un outil qui est à la disposition des entreprises, mais qui est aussi en libre consultation sur le site internet du Medef. Vous pouvez tous aller consulter ce document.

Stéphane Bugat

Vous dites que vous l'avez réédité. Est-ce que vous sentez d'une édition à l'autre que les choses bougent, évoluent ou est-ce que les fondamentaux restent les mêmes ?

Laurence Bories

Il y a un réel intérêt des entreprises. Même nous, en tant que Medef, avant qu'on s'appelle Medef (1998), sur la boucle Nord et notamment sur le port de Gennevilliers, nous avons monté une opération véhicule électrique pour transporter les salariés du port. Ça fait déjà 10 ans, et ça a débouché sur un mode de transport adapté au port.

Stéphane Bugat

Qu'est-ce qui, selon vous, motive les chefs d'entreprises qui s'impliquent dans ces démarches ? Parce qu'ils ont pris conscience qu'elles concernent tout le monde ? Ils y voient un intérêt économique plus factuel ?

Laurence Bories

Ils se sentent impliqués. Ils sentent aussi qu'en faisant faire des économies dans certains domaines, ça peut être un élan économique dans d'autres. Et nous, en tant que Medef, au niveau local, on fait partie des partenaires sur lesquels vous devez compter.

Stéphane Bugat

Monsieur Russo, vous êtes agent de développement économique environnement développement durable à la Chambre des métiers. Vous proposez des actions d'accompagnement au développement durable aux entreprises artisanales du département. On est un peu dans le même état d'esprit, j'imagine.

Intervention de M. Russo – Chambre de métiers

La Chambre des métiers s'est volontairement impliquée sur le terrain, plus de l'environnement que du développement durable, en l'occurrence. L'artisanat, ce sont des petites entreprises. Ce sont des entreprises qui ont un faible nombre de salariés, et où en général, le chef d'entreprise est complètement pris dans sa problématique économique. On l'accompagne donc sur les problématiques environnementales, et notamment sur cette problématique de gestion des déchets.

Stéphane Bugat

Qu'est-ce que vous faites ? Vous allez aider les maires à ne pas avoir d'augmentation de 10 % tous les ans pour le tri sélectif et la collecte ?

M. Russo

Exactement. On participe activement à la baisse du tonnage de déchets, notamment dangereux, dans les poubelles municipales. Vous savez que chez les artisans, il y a des artisans qui sont plus polluants que d'autres. Je pense notamment aux garagistes, aux imprimeurs et aux pressings. L'opération qui marche bien aujourd'hui, ce sont les imprimeurs. Les gros donneurs d'ordre demandent à l'ensemble de leurs imprimeurs d'être dans les normes environnementales. Donc, tri de l'ensemble des déchets, et surtout reprise des déchets dangereux par des prestataires privés pour éviter de les avoir dans le réseau et dans la poubelle ménagère. L'opération qui a besoin d'un coup de pouce, c'est l'opération du défi de l'environnement auprès des garages, opération qu'on a menée en partenariat avec la ville de Colombes, et où les deux premiers garages propres du département des Hauts-de-Seine sont sur la ville de Colombes. Pour être garage propre, ce n'est pas compliqué : il faut faire en sorte que le garage respecte la réglementation environnementale qui lui est affiliée, c'est-à-dire le tri de l'ensemble de ses déchets dangereux et la reprise par des prestataires privés. Pour ça, il y a deux leviers d'action. Il y a le levier d'action avec le bâton que peut mettre en œuvre la commune, et le levier d'action via la sensibilisation, d'homme à homme. Ça peut être du conseiller environnement au garagiste comme ça peut être du client au garagiste. Demandez-vous, lorsque vous amenez faire réparer votre voiture, où vont vos déchets dangereux. On produit en roulant des batteries, des huiles de vidange, des plaquettes de frein, souvent amiantées. Demandez à votre garagiste très simplement où vont ces déchets. Et je pense qu'au bout de dix questions dans la journée, le garagiste commencera à se sensibiliser lui-même à la question et sans doute il me passera un coup de fil. À ce moment-là, je lui apporterai toute l'aide nécessaire.

Stéphane Bugat

Je pense que c'est important, vous soulevez la dimension interpersonnelle. Là, vous avez affaire à des artisans qui sont au four et au moulin, par définition. Ils ont tout à faire. Ils n'ont pas 300, 500 ou 1 000 salariés. Beaucoup d'entre eux doivent vivre ça comme une contrainte s'ajoutant à quelques autres contraintes. Ça doit être difficile de faire passer le message.

M. Russo

Vous résumez bien mon travail.

Stéphane Bugat

Ne comptez pas sur moi pour demander une augmentation à votre place ! Merci pour votre témoignage. Jeanne Chandelier, vous êtes responsable des relations institutionnelles transiliens à la SNCF. La SNCF mène un certain nombre d'actions touchant au développement durable. Vous faites beaucoup de pédagogie je crois, et il y a des actions qui concernent Colombes quand même. On va d'abord parler de ça.

Intervention de Jeanne Chandelier - SNCF

Tout à fait. La SNCF développe un certain nombre d'actions citoyennes et solidaires. Et par rapport à la ville de Colombes, je voulais plus particulièrement vous parler des interventions en milieu scolaire qui sont réalisées sur la commune. Nous en avons réalisé 27 l'année dernière pour sensibiliser essentiellement les collégiens. En revanche, cette action est normalement destinée à toute la population de scolaires de CM1 au lycée. Nous les sensibilisons sur différents domaines : sur la prévention des risques ferroviaires, le respect des autres. Et maintenant, nous avons un volet qui est vraiment focalisé sur les enjeux environnementaux. C'est la nouveauté de cette année. La SNCF est vraiment impliquée dans tout ce qui est écomobilité. C'est au cœur de nos préoccupations et ce volet sociétal est très important pour nous.

Stéphane Bugat

Comment passe ce message dans le milieu éducatif ? Est-ce que vous êtes bien entendu comme interlocuteur pour porter ce genre de message ?

Jeanne Chandelier

Oui, tout à fait. Les personnes qui interviennent sont des agents qui sont en activité, qui viennent de différents métiers : des gares, des trains, des conducteurs, des agents de la police

ferroviaire. On a un accueil vraiment demandé de la part des enseignants, mais également des jeunes. Au début, ils rient un peu, ils nous titillent, mais après, ils découvrent ce qu'est le rôle de la SNCF, le rôle du transport dans leur vie quotidienne et ce qu'eux peuvent apporter à la société, maintenant et plus tard.

Stéphane Bugat

Merci. À travers tous ces exemples, dont certains pourront vous paraître très ponctuel ou même anecdotique, on voit bien l'idée qu'il y a la nécessité d'une volonté politique, mais tout le monde doit agir.

Question du public

Je suis Richard Sevic ; je représente un cabinet d'architecte.

Je me pose une question aujourd'hui et je pense que tout le monde se la pose : comment se fait-il qu'il y ait des camions qui nettoient les rues quand il pleut, à coup de jet d'eau. C'est gagesque, franchement. Finalement, ça revient très cher à tout le monde. Ces gens-là doivent peut-être travailler, mais finalement, ils reviennent moins cher sans travailler qu'à travailler.

Question du public

Alexis Guerit , habitant de Colombes depuis ma naissance.

On vient d'écouter trois intervenants économiques. Il m'est venu à la tête le thème de la décroissance, dont on entend de plus en plus parler, notamment durant les dernières présidentielles. Je voulais demander à nos intervenants ce qu'ils pensaient de la décroissance partielle, pas nécessairement... Décroître par principe ne paraît pas forcément la bonne solution, mais la décroissance thématique. Et qu'est-ce que concrètement une municipalité peut faire en matière de décroissance ?

Question du public

Alberto Vivanco, j'habite Colombes.

Deux petites questions. On a fait beaucoup de diagnostics, on a pas mal pensé à des tas de choses, et on dit : il faut passer à l'action. On dit que l'échelon n'est pas important et je suis tout à fait d'accord. La question, c'est que l'échelon le plus important, c'est l'individu, quelquefois. C'est très important. Comment faire bouger les individus ? On sait le quoi, le pourquoi, où aller éventuellement. Mais quelles sont les actions et comment les mener ? Le comment manque systématiquement dans tous les discours que nous avons. C'est la première question.

Je voudrais profiter de la présence d'un représentant de la SNCF. Il s'agit de proposer quelque chose de très concret, systématiquement, pour la ville de Colombes. Nous avons de très bonnes liaisons avec Paris. Elles se sont améliorées parce que la fréquence est devenue plus importante. La seule question, c'est qu'en ce moment, il y a un énorme bruit produit par les locomotives parce qu'on emploie des locomotives trop lourdes, parce que les trains vont trop vite. Quelque chose de concret serait d'améliorer les conditions de vie dans la ville et la SNCF pourrait très facilement... Quelquefois le message ne passe pas.

Question du public

Madame Goueta, conseiller général et ancien maire. Je remercie M. Russo pour avoir rappelé l'action faite au niveau des garagistes, ça avait commencé par les pressings. Ce que je voulais dire, comme Monsieur le maire l'a rappelé, c'est une continuité, du travail avait déjà été fait. Le diagnostic du bilan carbone des bâtiments communaux n'avait pas été fait, mais d'autres opérations telles que Défense Ouest, dont vous avez beaucoup entendu parler. Défense Ouest, ce sont 45 000 m² de bureaux construits en HQE et toutes les constructions que nous avons faites pendant la mandature ont été faites en HQE. Ce que je voulais surtout dire – c'est Madame le ministre qui me l'a rappelé – c'est que nous avons fait une opération qui a été primée entre la patinoire et la piscine : récupérer avec un échangeur la chaleur que dégage la patinoire pour chauffer l'eau de la piscine. Voilà une des opérations qui avaient été faites. Il y en avait une autre en cours, et je voudrais peut-être que Monsieur le maire puisse la continuer, puisque c'était une question qui avait été posée au SIAAP, dont vous parliez dans le film. C'était le nettoyage de la ville. Nous avons la chance d'avoir la Seine à côté. Et c'est une question que

j'avais posée au SIAAP: si on ne pouvait pas récupérer l'eau de la Seine pour laver la ville. Voilà des exemples sur lesquels des actions avaient été menées, même si le diagnostic n'avait pas été fait.

Stéphane Bugat

Merci.

Question du public

Madame Béguin-Motta, habitante de Colombes et membre du conseil de quartier de la gare du stade. Deux questions. Quelles sont les actions concrètes pour associer et consulter les industriels, et notamment les industriels de la chimie, qui ont de nombreuses solutions dans le domaine de la construction en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Deuxième question : quelles sont les actions concrètes pour créer un réseau de professionnels allant des architectes, des industriels, de la collectivité locale, jusqu'au consommateur ?

Question du public

Bernard Laizé, président des Amis de la nature et militant associatif en général

Je voudrais poser une question à Jean-Marie Pelt que J'ai eu l'occasion plusieurs fois de lire et d'entendre. Et je voudrais que ce soir on en bénéficie un peu plus. Je voudrais poser une question par rapport à la protection de la biodiversité. À votre avis, préserver la biodiversité, est-ce que c'est une affaire à engager au niveau des villes ou simplement des campagnes ? Est-ce que c'est une affaire qui concerne simplement les personnes qui habitent en ville ou simplement les ruraux ? Est-ce que c'est important, par exemple à Colombes, de sauvegarder 600 espèces d'insectes de la coulée verte ? Est-ce que c'est important de garder les mauvaises herbes dans la ville ?

Question du public

Je suis chef d'entreprise habitant Colombes depuis quelques années et nouvellement installé à Colombes comme jeune chef d'entreprise. Je suis dans le domaine de la sécurité routière et de la conduite automobile.

Mon intervention n'est pas en forme de question, mais plutôt un message à faire passer aux Colombiens, dans le sens du développement durable et l'écologie. Comme tout le monde le sait, le développement durable et l'environnement, ça n'a pas de frontière. C'est international. Dans l'utilisation des véhicules, on parle beaucoup du covoiturage, de limiter l'utilisation du véhicule. Mais quid de ceux qui n'ont pas la possibilité de faire autre chose que d'utiliser leur véhicule ? Le CISR (Comité interministériel de la sécurité routière) va se réunir bientôt et dans cette réunion, il va y avoir quelque chose dans le domaine de l'écologie. Le CISR détermine la politique à suivre au niveau de la conduite et de la sécurité routière. Mon message, c'est que bientôt, il va y avoir, dans les examens, des obligations pour les gens d'utiliser leur véhicule de manière écologique et de manière durable. Ceux qui utilisent leur véhicule devraient commencer à s'intéresser à l'utilisation de leur véhicule de manière écologique. À partir de l'année prochaine, les jeunes vont commencer à s'intéresser à ça parce que ça va être obligatoire. Mais ceux qui utilisent déjà leur véhicule devrait déjà commencer à s'intéresser à la manière de conduire. Des gens vont peut-être aller faire un petit stage d'un jour ou deux... Mon message est que chacun puisse s'intéresser à comment utiliser... Il y a des choses qu'on peut trouver tout seul pour savoir comment utiliser sa boîte de vitesse. L'utiliser différemment, de manière à conduire plus sagement.

Stéphane Bugat

Ne m'en veuillez pas, mais on a bien compris le message, et on ne va pas développer.

Que chacun s'intéresse à utiliser correctement son véhicule, et pourquoi pas, utiliser des choses différentes de façon à pouvoir...

J'ai un petit gadget que j'utilise dans mon véhicule. C'est une lampe de poche que j'utilise dans mon véhicule. Ça marche avec une manivelle, il n'y a pas de pile à l'intérieur.

Stéphane Bugat

Merci.

Je vais donner la parole à Jean-Marie Pelt. On ne vous a pas beaucoup entendu. On vous écoute, sur une question fondamentale.

Jean-Marie Pelt

À ce stade, j'ai deux impressions. La première, c'est que l'élan participatif est extrêmement puissant. Je n'ai jamais vu ça, je n'ai jamais vu tant de questions. D'habitude, ça ne se passe pas comme ça. Mais je note tout de même qu'il n'y a eu qu'une seule question sur la biodiversité. Et d'une manière plus large, sur la nature, la nature en ville. Je sais par expérience qu'en Ile-de-France, on n'est pas très bon sur ce thème.

La question que vous m'avez posé est la suivante : que pourrions-nous faire pour avoir plus de biodiversité ? Est-ce nécessaire ? Faut-il changer nos habitudes et nos pratiques ? Faut-il aussi changer de culture aussi par rapport aux mauvaises herbes qui ne sont parfois pas si mauvaises qu'on le croit ? La première réponse qui va vous surprendre, puisque vous avez parlé de la ruralité : aujourd'hui, en France, la biodiversité est en ville. Elle n'est pas dans le monde rural, et surtout pas dans le monde rural quand ce sont des terrains immenses comme la Beauce, la Champagne, sans buissons, sans haies, sans bosquets, sans forêts. Dans ces cas-là, la biodiversité est nulle. Pourquoi ? Parce qu'on répand des quantités énormes de produits phytosanitaires et de pesticides, que les petites plantes sauvages ne peuvent pas se réfugier à des endroits où on ne les répand pas, c'est-à-dire dans une haie, comme en Bretagne ; parce que les oiseaux ne peuvent se réfugier nulle part. Et comme l'ont montré nos collègues allemands, il faut bien le dire, plus doués que nous en écologie, dans les villes, dans la ville de Berlin, une ville très verte, à Munich où on a fait des études très fines sur la biodiversité, par exemple, pour le nombre de papillons dans un parc munichois, on a repéré 700 espèces de papillons, alors qu'en périphérie de la ville, dans les champs, on en a repérées 120. Parce qu'on n'utilise moins, et de moins en moins, de produits phytosanitaires dans les villes, et parce que les agents municipaux se sont fortement engagés sur ce thème – Dominique le disait tout à l'heure pour Montreuil, mais ça se fait partout, il y a une mobilisation de leur profession, ils ont beaucoup de rencontres entre eux pour trouver des solutions alternatives – il n'y a plus beaucoup d'agents phytosanitaires dans les villes. Par conséquent, il reste à droite à gauche des petites fleurs sauvages. Mais celles-ci sont mal vues parce que ce sont des mauvaises herbes. Je crois qu'il faut qu'on s'habitue à ne pas considérer que s'il y a une toute petite herbe entre deux pavés dans une petite ruelle, il faut immédiatement se précipiter avec Roundup pour la tuer. Cette petite herbe ne fait de mal à personne. Elle ne vous en fait pas à vous du tout. Et il faut considérer que nous pouvons vivre avec un tout petit peu de nature sauvage. Quand on sait, comme on le sait maintenant, combien, malgré toute la pub dont nous sommes saturé à la télé, le Roundup est suspect en ce qui concerne ses impacts sur la santé, mieux vaut avoir quelques petites herbes sauvages à droite à gauche que d'avoir recours aux phytosanitaires. S'il reste quelques mauvaises herbes, si dans des petits recoins, dans des cours, dans ce qu'on appelle en langage technique des délaissés de terrain – ce ne sont pas des orphelins, ce sont des terrains qui n'ont pas été utilisés dans une construction et qui font que tout d'un coup, il y a 20 m² qui sont restés en rade – s'il y a de la végétation sauvage qui est là, ce qu'on peut faire, c'est aménager les recoins pour mettre peut-être un peu plus de nature en ville, quand il n'y a que des dépôts d'ordure dans les recoins. On enlève les ordures, domaine – excusez-moi – où nous avons en France un retard extraordinaire sur l'Allemagne. Eux ont réglé le problème. En Allemagne, il n'y a pas de problème d'ordure. Quand ils font des débats sur le développement durable, on ne parle jamais des ordures, c'est derrière eux. Quand il y a des dépôts sauvages, mais il y en a de moins en moins, on enlève et on fait des petits espaces de nature. Il faut s'habituer à délicatement végétaliser les villes, pas seulement les grands parcs, les grandes artères, les arbres d'alignement. Bien sûr que oui, qu'il faut faire ça. Mais il faut un peu partout réussir à végétaliser les villes. Quand il y a du végétal, il y a aussi des insectes qui vont sur les végétaux. Quand il y a des insectes, il y a aussi des oiseaux qui mangent les insectes. Et on reconstruit complètement la chaîne alimentaire. C'est une des missions importante en milieu urbain. Et pour répondre à votre question, pas seulement en milieu rural. Et il faut aller encore

plus loin. Il faut penser qu'on a besoin de nature en ville. Un petit urbain est un enfant qui a les oreilles bouchées par les engins. Donc, il perd 20 % de sa capacité auditive à 25 ans.

Stéphane Bugat

Et quand il va en boîte de nuit...

Jean-Marie Pelt

Il perd le reste. Il a un écran, il est très loin de la nature. Très loin. En ville, il y a eu une rupture extraordinaire de l'enfant avec la nature. Je crois qu'il faut faire les deux. Il faut très petits immerger les enfants dans la nature parce que ce qui est acquis petit est acquis pour toujours, et ce qui n'est pas acquis petit n'est plus acquis après. Il faut faire de la formation et de la pédagogie aux petits enfants. Nous le faisons à Metz depuis longtemps dans les maternelles. Je vous suggère une idée. Faites ce que nous avons fait : nous n'avons plus une seule école maternelle dont la cour n'a pas été partiellement transformée en un petit jardinet, qu'on appelle le jardin d'enfants, où deux ou trois jardiniers des espaces verts vont jardiner avec les enfants. Tous jardinent à Metz. On a lancé ça depuis très longtemps. Beaucoup de villes ont suivi. Je crois que c'est très important. Autre idée : c'est bien de planter des tilleuls ou des troènes qui ont de l'odeur. C'est très important, une odeur dans une ville, surtout une ville d'une grande agglomération comme l'est la vôtre. Il faut aussi qualifier la nature que l'on installe dans les villes. Et probablement faudra-t-il inventer aussi des modes de construction qui ne seront plus que du pavillon individuel, mais vous ne pouvez plus en faire, vous n'avez plus de place, mais des petits collectifs. Et comme l'ont fait nos amis allemands à Fribourg, des petits collectifs complètement lovés dans les jardins et dans la nature. Et on sait faire. Mais on n'a pas encore pris l'habitude de le faire. Mais c'est dans ce sens qu'il faudra aller pour remettre la nature en ville. Actuellement, cela se situe sous le chapeau biodiversité. Quand nous l'avons fait à Metz, le mot biodiversité n'existait pas. Le mot Agenda 21 n'existait pas. Le mot développement durable n'existait pas non plus. On a inventé le mot écologie urbaine, et j'ai remarqué, Monsieur le maire, que la soirée d'aujourd'hui était sur le thème de l'écologie en ville. Donc, vous êtes tout à fait dans cette perspective.

Marie-Pierre Digard

En écoutant Jean-Marie Pelt m'est revenue une expérience : les Pédibus. Vous connaissez sûrement. Marchons vers l'école. Ça marche bien en France et en Ile-de-France. Des enfants, sous la conduite des parents, avec les parents, vont à l'école. Dans une des villes de la Communauté urbaine du Grand Lyon, les enfants ont demandé que sur le trajet de ce Pédibus soit plantées des plantes maraîchères afin de pouvoir suivre le rythme des saisons. Ça veut tout dire. C'est superbe, et ça marche. Ce sont les enfants qui sont allés vers les parents, les enseignants, vers la commune, pour exprimer leur demande de voir le rythme des saisons. Vous demandiez des actions concrètes, ça fait partie, certes, des petites choses, mais des petites choses qui contribuent à tout ça.

Ce dont on a vraiment le plus besoin, c'est de la formation, la formation des artisans. À L'Arene, on a travaillé avec les artisans de la zone de Belleville, les artisans du bâtiment. On a vraiment besoin. Ces gens-là ont la tête dans le guidon, ils sont toujours soumis à des pressions de travail, des pressions économiques. Il faut que vous preniez le temps, et on a besoin de vos relais dans les chambres des métiers, dans le Medef, pour les aider à se former. Je l'ai dit et redit, les outils existent maintenant, les matériaux existent. Il faut que ces gens-là puissent se former. On le voit sur les panneaux solaires, les panneaux photovoltaïques qui sont mal montés, où l'entretien ne se fait pas. On attend cela de vous aussi.

Et un autre grand débat : le développement des écoactivités en Ile-de-France. Quand les panneaux solaires, on est obligé de les faire venir de Chine – 2^e producteur... Il y a un vrai potentiel d'emploi, il y a vraiment quelque chose à développer de ce côté-là. Le Medef a évidemment sa part à donner.

Dominique Voynet

Vous me pardonnerez, les entreprises, de le dire comme ça (je vous dirai des choses gentilles après) mais on vient d'entendre deux entreprises, la Chambre des métiers et le Medef, et je ne voudrais pas qu'on oublie les salariés. Souvent, les salariés ressentent avec une certaine

angoisse la montée en puissance des préoccupations environnementales. Ils les voient comme une menace éventuelle sur leur emploi ou sur la qualité de leur emploi. Je voulais dire aussi que du travail, et un travail considérable, avait été fait au sein des syndicats de salariés, ces dernières années. Et de la même façon qu'on est capable de tenir un discours sur le développement durable au Medef aujourd'hui, à la CFDT qui l'a fait depuis 30 ans, à la CGT qui l'a fait de façon plus récente, on a compris que le développement durable, l'écologie, la qualité écologique des programmes et des procédés de fabrication, c'était un magnifique gisement d'emplois, souvent non délocalisables, souvent à grosse valeur ajoutée sur les territoires, et donc que ça valait le coup de s'engager.

Je reviens sur les entreprises pour dire qu'il y a deux choses différentes. Les grandes entreprises, ça fait belle lurette qu'elles ont compris qu'il y avait bien des motifs pour faire du développement durable et de l'écologie. Qu'il s'agisse d'économiser l'énergie ou l'eau, d'adopter des processus de fabrication plus sobres, qu'il s'agisse de santé ou de sécurité au travail, d'améliorer l'image de l'entreprise dans son environnement, dans sa relation avec les riverains ou les salariés, il y a beaucoup de motifs de le faire. Par contre, c'est plus compliqué quand on touche à la sous-traitance, et notamment la sous-traitance en cascade – les sous-traitants de sous-traitants, c'est plus difficile ; quand on s'adresse aux PME ou aux très petites entreprises. C'est là que notre travail doit être recentré vers l'organisation des filières, vers la formation. De la même façon qu'il y a quelques années, on organisait de la formation à la sécurité sanitaire des aliments à destination des charcutiers-traiteurs ou des boulangers, aujourd'hui, il faut qu'on ait des formations à l'excellence écologique pour les petites et moyennes entreprises.

Je voudrais dire deux mots de la décroissance. Il faut qu'on soit intelligent, et vous l'avez été monsieur. Il y a des secteurs dans lesquels on voudra réduire les consommations débilées. Et d'autres où on aura besoin d'organiser des filières qui permettent de mettre sur le marché des produits responsables. Si on veut réduire nos consommations d'énergie, il faudra qu'on investisse dans l'isolation des bâtiments, dans le remplacement des ampoules conventionnelles par des ampoules basse consommation, etc. C'est tout un programme de mutation de l'économie qui est à envisager, et pas simplement de réduction de la voilure. Dit comme ça, je pense que ça fait moins peur aux entreprises qui ont besoin de gagner de l'argent, et aux salariés qui ont besoin de voir mis en sécurité leurs emplois, et aux collectivités locales qui ont besoin d'investir dans la durée pour permettre de dégager des marges de manœuvre qui permettront de financer des programmes sociaux par exemple.

Stéphane Bugat

Après les entreprises, les institutions, quatre associations vont maintenant nous présenter leurs initiatives.

Georges Koncharov, Michel Doufi, Christian Don et Bernard Lucas.

Bernard Lucas, vous êtes président de la Passerelle. C'est une régie de quartier. En quoi une régie de quartier comme la vôtre se sent concernée par ces actions qui s'engagent ?

Intervention de Bernard Lucas – La passerelle

Quand on parle de régie de quartier, tout le monde pense que c'est une entreprise d'insertion par l'économie. Si ce n'était que ça, ça ne serait pas une régie de quartier. La régie de quartier a une vocation bien plus large que ça. Dominique, dans son premier propos, a parlé d'action. Depuis dix ans que la Passerelle existe, je pense que nous sommes dans des actions qui relèvent toutes de l'Agenda 21. À notre échelle, du nombre de salariés, entre 15 dans les mauvais jours et 30 dans les bons jours, à l'échelle du nombre d'habitants qui viennent nous voir, à l'échelle du quartier sur lequel on est, très modestement, on participe à ces actions pour le développement durable et nous nous inscrivons complètement dans l'Agenda 21 à Colombes.

Stéphane Bugat

Christian Don, vous êtes président de l'association du Centre nature de Colombes.

Intervention de Christian Don – Association du Centre nature de Colombes

On est une petite association colombienne de 120 adhérents. On existe depuis une trentaine d'années. On a deux objectifs. D'une part, faire connaître aux Colombiens le jardin botanique. Ce jardin botanique existe depuis 70 ans. Il a été créé en 1936 par De Salabert. À un moment

donné, il est resté à l'abandon et il a été redécouvert par un autre instituteur il y a 30 ans, Alain Spon (?). D'autre part, on sensibilise tout le monde aux problèmes de l'environnement. On fait des conférences, des ateliers pratiques. On apprend aux gens à tailler les arbres et les arbustes. On apprend surtout aux gens à faire du compost. À Colombes, il y a près de 10 000 pavillons, donc un public fortement intéressé par ces sujets.

Stéphane Bugat

Une association comme la vôtre, qui a une histoire, vous sentez au quotidien de votre action que la prise de conscience se généralise ou c'est encore difficile ?

Christian Don

C'est encore très difficile, mais on constate quand même, cette année, ne serait-ce que par le nombre d'adhérents, une légère augmentation. Et maintenant qu'il n'y a plus d'école le samedi matin, beaucoup de familles viennent avec leurs enfants.

Stéphane Bugat

Michel Douphy, vous êtes président de l'association Solidarité Emploi Chômage. Vous menez des actions de sensibilisation.

Intervention de Michel Douphy – Solidarité – Emploi - Chomage

Notre public est un public de personnes en grande difficulté, de chômeurs de longue durée ou de rmistes, que nous essayons de reclasser dans la vie sociale et dans la vie professionnelle. Nous menons des actions de formation, entre autres, au niveau, par exemple, pour les femmes, de ménage et repassage...

Dominique Voynet

Beaucoup d'hommes devraient apprendre ça !

Michel Douphy

À la faveur de ces actions de formation, nous essayons de prouver à nos intervenantes qu'il est possible de ne pas utiliser de manière systématique les produits d'entretien que l'on trouve dans le commerce et qui sont souvent d'origine chimique. Par exemple, on leur montre que pour nettoyer les vitres, il est parfaitement possible de les nettoyer avec du vinaigre blanc. On leur montre aussi que le bicarbonate de soude, on peut l'utiliser pour nettoyer un frigo. Une fois qu'on a réussi à le leur prouver, ce sont elles qui passent le message auprès des donneurs d'ordre auxquels on les adresse pour travailler. Et le cercle est bouclé.

Stéphane Bugat

Georges Gontcharoff, vous êtes président du Centre d'études et d'initiatives civiques.

Intervention de Georges Gontcharoff – Centre d'étude et d'initiative civiques

Le Cercle d'études et d'initiatives civiques de Colombes est une vieille association, puisqu'on fêtera l'année prochaine notre cinquantième anniversaire. Depuis 1999, notre principale action réside dans l'organisation tous les mois d'un café-débat ou d'un café citoyen sur des thèmes de société. J'ai refait un peu le pointage des 90 thèmes que nous avons traités depuis l'origine, il y en a bien un tiers qui portent sur des problèmes écologiques. Nous avons l'impression d'avoir sensibilisé une toute petite partie de la population colombienne à ces problèmes. Depuis cette année, nous co-organisons nos cafés citoyens avec la Maison des jeunes et de la culture car nous pensons ensemble que le grand problème est celui de l'éducation populaire, comme on disait autrefois. Nous avons donc conjugué nos forces et les cafés-débat, cafés citoyens ont lieu dans la cafétéria de la MJC tous les mois. Ce qui nous semble important, c'est de dire que le développement durable et la démocratie participative sont vraiment cousins germains. Il existe un observatoire des Agendas 21 au niveau national. Plus de 200 Agendas 21 y sont répertoriés. On peut consulter ce site, et on s'aperçoit que beaucoup d'Agendas 21 ont été faits dans une semi-confidentialité entre les élus, les techniciens municipaux et les bureaux d'études, et la population qui intervient à dose homéopathique, parce que dans la communication, il faut bien dire que les citoyens ont été associés à..., mais quand on regarde les choses de près, on voit que

"associé à...", ça veut dire qu'il y avait quelques citoyens potiches dans les commissions de travail. Mais nous croyons vraiment que c'est l'ensemble de la population qui doit, à des degrés divers, être associée à la construction d'un Agenda 21. Ça demande du temps. J'ai un peu peur pour Colombes que nous ayons pris un temps trop court pour vraiment faire fonctionner correctement de la démocratie participative. Néanmoins, je crois qu'une association comme la mienne est tout à fait prête à s'associer à ce dispositif, avec notre savoir-faire, qui est un savoir-faire d'organisation de conférences, d'animation de réunions. Et que la ville doit aussi comprendre qu'un Agenda 21 ne se soutient pas seulement par de la communication, mais s'appuie sur de la démocratie participative, ce qui n'est pas du tout la même chose. Des débats publics, des expositions, des réunions dans les conseils de quartier : il faut multiplier les formules, mais l'objectif est bien que le plus grand nombre possible travaille à tous les stades. Je m'inquiète un peu d'un diagnostic qui n'a pas été partagé et je crois qu'il faut le rendre plus connu de la population. La mise en œuvre de l'Agenda doit être démocratique et l'évaluation doit être démocratique. C'est à tous les stades que le citoyen est là.

Stéphane Bugat

Mesdames et messieurs, Monsieur le maire, nous ne sommes qu'au début du redémarrage d'une démarche, vous nous l'avez bien dit. On va laisser le temps à chacun d'échanger, mais le moment est venu de conclure. Je donne la parole à cette dame, puis je demanderai à nos témoins un mot de conclusion, puis Monsieur le maire.

Question du public

J'ai été zappée tout à l'heure à propos du bruit de la SnCF. Entre 1 h et 6 h du matin, je trouve inadmissible qu'on ait des trains qui passent à grande vitesse, qui nous réveillent. De plus, on ne peut pas ouvrir nos fenêtres dans la journée parce que le trafic régulier et "normal" nous en empêche parce que c'est trop bruyant. Est-ce qu'on ne pourrait pas envisager de construire une rocade de chaque côté, comme ça se fait sur les autoroutes. Ce serait peut-être le seul moyen de nous empêcher de vivre sur les nerfs et de subir une pollution qui est vraiment très déséquilibrante pour le système nerveux et pour les enfants qui ne peuvent pas dormir la nuit.

Philippe Sarre

Vous faites écho à une question qui a déjà été évoquée tout à l'heure et qui nous préoccupe. On a été sollicité par de nombreux riverains sur cette question. Nous avons entrepris une démarche avec la SnCF. Nous attendons les conclusions de leur rapport. Effectivement, il y a un problème de locomotive et de qualité de locomotive. Et également, en ce qui concerne le passage sur la gare du centre, un problème de rail et de qualité des rails qui aujourd'hui sont revues par la SnCF. Donc, il faut qu'on travaille avec eux là-dessus, qu'on regarde quelles sont les évolutions possibles. Et si d'aventure c'était nécessaire, il faudrait qu'on regarde avec eux quelles sont les protections phoniques qu'on pourrait mettre le long des voies. C'est un travail qu'on a à mener, qui s'est enclenché et qu'on compte bien poursuivre jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'au point où les riverains n'auront plus à subir des atteintes graves. Parallèlement, nous avons, par l'intermédiaire de Catherine Bernard, mis au point, avec les communes voisines, une cartographie du bruit. Parce qu'il est important, et ça ne se limite pas à la SnCF, de repérer, à travers le système Vitrail qui contrôle les avions, à travers les nuisances sonores procurées par les véhicules, etc., de regarder quelles sont ces nuisances sonores et de pouvoir s'y attaquer. C'est une préoccupation. La SnCF – il y a une représentante dans la salle – n'est pas non plus un organisme à qui on dicte les choses aussi facilement, même quand on est maire d'une commune de 83 000 habitants. Nous avons entrepris avec elle un travail, nous allons le poursuivre et j'espère qu'il donnera assez rapidement des solutions pour les problèmes que vous posez et qui sont réels, j'en conviens.

Alexis Bachelay

Je voulais rassurer Georges Gontcharoff sur la dynamique participative qu'on a mise en œuvre dès le démarrage. Et rappeler en deux minutes l'ensemble des étapes qu'on a déjà franchies et le travail qui nous reste à mener avec les Colombiens. Ce diagnostic territorial a été partagé au niveau des services de la ville, il a été présenté dans les dix conseils de quartier, et actuellement, il est en ligne sur un blog qui est accessible sur le site de la mairie, et toutes les

contributions qui seront déposées sur ce blog, y compris toutes les expressions de ce soir et toutes les expressions qui viendront dans les réunions à venir, et il y en aura encore de nombreuses, seront rassemblées dans un livre blanc qui sera publié au printemps prochain. Donc, je veux le rassurer sur le fait que les expressions citoyennes ne seront pas perdues et que tous les espaces où on peut vouloir les recueillir vont exister, existent déjà. Et on va les valoriser et les multiplier. Au printemps également, il y aura des ateliers thématiques sur les cinq thèmes qui ont été évoqués tout à l'heure dans le film. Ce sont des ateliers avec les entreprises, des associations, les citoyens, et ça va faire l'objet de plusieurs réunions. Finalement, à l'issue de l'ensemble de cette démarche participative, on aura un Agenda 21 qui viendra vers le mois de juin 2009, ce qui veut dire plus d'un an après que nous ayons entamé réellement ce travail. J'entends bien la préoccupation de prendre le temps, et je crois que nous avons fait le maximum. Et ce soir, c'était aussi un temps important de premier débat, qui va continuer. Mais nous avons aussi cette notion d'urgence. Il faut vraiment qu'on aille vers des actions concrètes, et je pense que l'Agenda 21 est une étape vraiment déterminante dans le passage à l'action.

Stéphane Bugat

Monsieur le maire, vous nous avez dit au début de cette soirée ce que vous en attendiez. Est-ce qu'à l'heure qu'il est et au début de la démarche que vous engagez, vous sentez que les choses sont bien engagées ? Est-ce que vous êtes optimiste ? Vous avez du pain sur la planche quand même.

Philippe Sarre

Vous avez compris qu'on en était seulement aux prémises et au tout début. Pour conclure cette soirée que je trouve intéressante et prometteuse d'avenir, je voudrais revenir sur les trois conseils qui m'ont été prodigués au début par nos intervenants. Le premier conseil était de me dire : il faut du volontarisme politique. Sans volontarisme politique, on ne fait rien. Le deuxième conseil que j'ai entendu de la part de Dominique, c'était : il faut agir et agir concrètement. Et le troisième, c'était : appuyez-vous sur votre population, sur sa diversité pour faire avancer les choses. J'espère vous avoir rassuré ce soir et vous avoir montré que le volontarisme politique, nous n'en manquons pas. Les élus présents ici, et également les autres, chacun dans leur secteur, sont à l'œuvre sur ces questions. Le volontarisme politique existe, nous avons affiché un programme, nous le déclinons, nous avons même anticipé sur l'Agenda 21 et nous avons mis en place des actions. En ce qui concerne les actions concrètes, l'Agenda 21 nous les précisera, c'est son objectif, son objet même. Mais d'ores et déjà, un grand nombre d'actions ont été mises en place. On en a cité quelques-unes. La modestie d'un certain nombre d'élus a fait qu'ils n'ont pas insisté sur d'autres, mais on pourrait parler par exemple de l'introduction dans les marchés publics de clauses de développement durable, d'un travail sur ce point avec des communes voisines pour essayer de passer ensemble des marchés qui permettraient de diminuer les coûts de ces marchés et de faire en sorte qu'ils puissent bénéficier de clauses de développement durable, dont on sait qu'ils rajoutent financièrement, lorsqu'on passe avec une entreprise ou un fournisseur, un gros marché. Voilà des actions concrètes qui ont été menées. On pourrait évoquer la question des produits phytosanitaires. Catherine Bernard a déjà fait dans ses services des recommandations très précises pour que les cahiers des charges et l'ensemble des appels qui sont passés fassent figurer la clause de développement durable, et pour supprimer les produits toxiques. Voilà un certain nombre d'actions qui sont déjà engagées et qui j'espère vous montrent que nous n'attendons pas la réalisation et l'aboutissement de la démarche Agenda 21 pour se mettre au travail. Enfin, s'appuyer sur tout. Bien sûr, s'appuyer sur la richesse de la ville. On en a eu ce soir un aperçu, et je remercie Jean-Marie Pelt de nous avoir plusieurs fois dit qu'il était étonné d'avoir cette présence. Et j'ajouterai : cette présence de qualité. Et la diversité. S'appuyer bien évidemment sur le milieu scolaire, sur les entreprises, sur les associations, sur l'ensemble des gens qui, dans leur action quotidienne, aussi bien à travers la sécurité routière, la voiture, que dans le domaine du bâtiment, peuvent contribuer à cette démarche. Vous l'avez compris, c'est notre souhait : faire en sorte d'avoir un volontarisme politique. Et je reprendrai là les trois conseils qui m'ont été donnés : **volontarisme politique, pour agir concrètement, en s'appuyant sur notre ville et sa diversité.** C'est une belle conclusion, une conclusion provisoire. Plus qu'une conclusion ce soir, c'est un démarrage. Je

remercie toute l'assemblée d'avoir participé à ce premier débat, je remercie toutes les associations, les entreprises qui sont intervenues. Je remercie aussi l'ensemble de nos élus municipaux et les services qui ont contribué à réaliser cette soirée, en particulier l'Avant-Seine qui nous accueille ici ce soir, et également les services qui travaillent tous les jours au fait que ce développement durable avance dans notre ville. Et je remercie bien sûr nos trois intervenants qui ont éclairé le débat et qui ont certainement été frustrés ce soir, comme beaucoup d'entre nous. Mais avec Stéphane, nous nous étions dit que ce qui serait bien, c'est que cette soirée se termine par de la frustration. J'espère donc que vous êtes un peu frustré pour qu'on puisse continuer ensemble.

Fin de la soirée